



## **CULTURE ET POUVOIR CLANIQUES EN ASIE CENTRALE**

*La logique des clans en Asie centrale domine-t-elle celle des Etats ?*

**Mémoire de géopolitique**

**du chef de bataillon Jean-Bruno DESPOUYS**

**dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Asie centrale »**

**Directeur : Arnaud Kalika**

**Mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Culture et pouvoir claniques en Asie centrale : la logique des clans domine-t-elle celle des Etats ?
2. 2007\_memoire\_geop\_culture et pouvoir claniques en Asie centrale\_Despouys
3. Chef de bataillon, armée de Terre, DESPOUYS Jean-Bruno, France
4. mars 2007
5. Division B – groupe B6
6. Mémoire de géopolitique
7. Dans une région enclavée mais toujours sous influence, les jeunes Etats du Kazakhstan, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan ont conservé une culture de clans qui semble avoir résisté aux autres tentatives d'organisation sociale et qui, dépassant désormais la logique des Etats, s'intègrent aujourd'hui aux réseaux informels internationaux les plus déstabilisants.
8. Clans, *açabiyya*, tribu, factionnalisme, régionalisme, pouvoir, Etat, réseaux transnationaux, Asie centrale.

# **CULTURE ET POUVOIR CLANIQUES EN ASIE CENTRALE**

**La logique des clans en Asie centrale domine-t-elle celle des Etats ?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIERE PARTIE :**

**L'ADAPTATION OU LA RESISTANCE DU CLAN AUX INFLUENCES  
EXTERIEURES**

L'enclavement géographique à la source d'une culture clanique

Familles, clans, *acabiyyas* tribales : références sociales primaires en Asie centrale

Le système clanique recomposé dans le système soviétique

### **DEUXIEME PARTIE :**

**TOTALITARISME D'ETAT, DEFICIT DE GOUVERNEMENT ET CONNEXION  
DES CLANS AUX RESEAUX TRANSNATIONAUX**

La dérive autoritaire et le système clanique

Un paradoxe : le déficit de gouvernement sous des règles autoritaires

*Acabiyyas* et réseaux transnationaux : le branchement des clans sur un système extérieur

## - INTRODUCTION -

Pendant 130 ans, l'Asie centrale a été colonisée, d'abord par l'empire russe puis par l'Union soviétique. Avant que la Russie n'exerce son influence sur cette région et sa périphérie, l'islamisation, sous l'égide perse et arabe, et l'histoire préislamique ont marqué l'Asie centrale d'alliances tribales et d'une organisation sociale clanique. En Asie centrale, l'allégeance et la loyauté primordiales sont censées aller au clan ou, au sens large, au « groupe de solidarité », l'*açabiyya*. Ce réseau fondé sur des relations sociales et personnelles est perçu par l'individu comme une donnée et non comme le produit d'une stratégie personnelle. Derrière l'échec supposé de l'Etat, ou des dominations extérieures, on retrouve les groupes de solidarité (village, parentèle, clan, tribu...), comme s'il y avait une sorte de destin de l'échec du passage au politique.

Au moment où cette région a quitté l'influence soviétique pour trouver celle de nouvelles puissances régionales ou mondiales, jusqu'à quel point les clans guident-ils la destinée de l'Asie centrale et peuvent-ils fragiliser aujourd'hui les jeunes Etats ? Quelle est aujourd'hui la capacité d'influence et de nuisance de ces réseaux informels au delà de leurs frontières au travers de l'économie illicite et de l'extrémisme musulman ?

Même si le clan, l'*açabiyya*, peut être considéré comme une émanation des hiérarchies d'une société traditionnelle dans un Etat moderne, il est bien plus aujourd'hui la recomposition de réseaux d'allégeances dans un espace politique et territorial modifié par l'Etat. Dans une région enclavée mais toujours sous influence, les jeunes Etats du Kazakhstan, du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan ont conservé une culture de clans qui semble avoir résisté aux autres tentatives d'organisation sociale et qui, dépassant la logique des Etats, s'intègrent aujourd'hui aux réseaux informels internationaux les plus menaçants.

En effet, les clans, organisations sociales ancestrales adaptées à une région enclavée mais toujours sous domination de grandes civilisations extérieures, ont survécu et se sont même recomposés dans le système soviétique.

Par les pactes qu'ils ont conclus avec les régimes à leur indépendance, ils ont vu leurs pouvoirs restaurés et élargis dans un système d'organisation étatique qui allie de fait autoritarisme d'Etat et déficit de gouvernement.

Au point de rencontre de deux tendances contemporaines que sont l'affaiblissement général de l'Etat et la globalisation, l'influence des clans dépassent désormais les limites de leurs Etats supports et modifient les rapports de forces traditionnels en se mutant en réseaux internationaux.



## **- PREMIERE PARTIE -**

### **1 L'ADAPTATION OU LA RESISTANCE DU CLAN AUX INFLUENCES EXTERIEURES**

La culture des clans s'est ancrée dans une région en situation d'enclavement mais toujours sous l'influence. Dans une Asie centrale héritière de nombreuses dominations extérieures, le clan s'est imposé en tant que protection et référence identitaires, au-delà des clivages ethniques ou religieux. Le fractionnement des sociétés centrasiatiques, autant géographiques que claniques, s'inscrit ainsi dans cette tradition de résistance et d'indépendance des peuples face aux tentatives d'organisations sociales centralisatrices.

#### **1.1 L'ENCLAVEMENT GEOGRAPHIQUE A LA SOURCE D'UNE CULTURE CLANIQUE**

- **Le clanisme favorisé par une situation d'enclavement et de carrefour**

Même ramenée à son acceptation géographique minimaliste, c'est-à-dire les républiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan, l'immensité caractérise d'abord l'Asie centrale<sup>1</sup>. S'étendant sur quatre millions de kilomètres carrés de déserts, de steppes, d'oasis et de montagnes allant de la Caspienne aux frontières de la Chine, cet espace équivaut à huit fois la France ou encore à la superficie totale de l'Inde à laquelle il faudrait rajouter un million de kilomètres carrés. Le Kazakhstan, avec ses 2,7 millions de kilomètres carrés, regroupe les deux tiers des terres d'Asie centrale.

La continentalité est la deuxième caractéristique de cette aire régionale. Cette situation réduit considérablement les précipitations et produit une aridité extrême couvrant de grandes parties de l'Asie centrale. Dominée par le climat continental, les écarts de températures y sont extrêmes. Si la steppe et les déserts couvrent la majeure partie de la

---

<sup>1</sup> Voir carte générale de l'Asie centrale : annexe 1.

superficie de la région, on y trouve des oasis luxuriantes. En Asie centrale, la nature, loin d'être l'alliée de l'homme, est en fait le plus obstinée de ses opposants (Denis Sinor<sup>2</sup>).

Mais c'est l'enclavement qui distingue de la façon la plus caractéristique l'Asie centrale de l'Asie occidentale, de l'Asie du sud ainsi que de l'Extrême-Orient. En effet, si l'on ajoute aux républiques méridionales de l'ex-URSS, l'Afghanistan et la Mongolie, on se trouve dans le plus vaste ensemble d'Etats enclavés de la planète. Cette zone géographique est la plus éloignée des mers ouvertes (2000 km de la mer Noire et du golfe persique) et des océans (5000 km du Pacifique) du monde. L'Asie centrale comprend également un des Etats les plus enclavés du globe, puisque l'Ouzbékistan n'a de frontières communes qu'avec d'autres Etats enclavés.

Si de cet état de fait, on peut conclure, dans un cadre spatial, à la « centralité » de l'Asie centrale, située au cœur de l'Eurasie, il en va tout autrement dans le contexte temporel. A travers l'histoire, mis à part l'époque de Tamerlan (1370-1405) et ce que l'on a appelé le siècle timouride (jusqu'au démantèlement de la dynastie en 1507), cette région a été davantage une périphérie, un carrefour des mondes chinois, turc, russe, iranien ou encore une « marche d'empires » plutôt que le « milieu des empires »<sup>3</sup>. L'Asie centrale est ainsi nommée au travers des âges par rapport à ses empires dominants. A l'Antiquité et à la domination grecque est due l'appellation de « Transoxiane » qui s'applique aux territoires situés « au-delà de l'Oxus » (l'Amou Darya). Les géographes arabes des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles utilisèrent pour désigner les pays civilisés conquis par les Arabes et soumis à l'Islam au nord de l'Amou Darya l'expression « *Mawarah-al-nahr* » qui signifie « ce qui se trouve de l'autre côté du fleuve » et dont les limites se trouvaient là où cessait la domination de l'Islam. Pour les Perses, dans le *Livre des Rois*<sup>4</sup>, il désigne le pays s'étendant au nord-est du centre du monde, le « Touran », pays des Turcs et des Chinois, c'est-à-dire au nord-est du territoire iranien. Dans ce contexte, le « Touran » symbolise également le monde nomade, par opposition au monde sédentaire, domaine

---

<sup>2</sup> SINOR, D., « Central Eurasia » in *Inner Asia and its contacts with medieval Europe*, op.cit., p.96.

<sup>3</sup> Voir carte de l'Asie centrale « Le pays des Turcs » (552-744) : annexe 2.

<sup>4</sup> FERDOWSI, « Le livre des Rois » (*Shahnamé*), traduit du persan par Jules Mohl.

d'Iradj<sup>5</sup>. En Europe, au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, les cartes géographiques utilisaient l'expression de « Tartarie »<sup>6</sup> qui était considérée comme le réservoir de la barbarie mais aussi comme le berceau des peuples. Après les conquêtes russe et chinoise du XIX<sup>e</sup> siècle, l'expression de Tartarie est supplantée par celle de « Turkestan » dont l'origine étymologique perse signifie « pays des Turcs ». Etait alors distingué le « Turkestan chinois », appelé par les Chinois Sinkiang ou Xinjiang, et le « Turkestan russe », dénommé à partir de 1920 « Asie centrale soviétique ».

Dès lors, l'extraordinaire complexité ethnique de la région implique de considérer les nombreux groupes, sous-groupes, clans, lignages, tribus pour comprendre le jeu politique dans la région. La situation de l'Asie centrale peut paradoxalement être présentée sous deux formes différentes. Une vision homogénéisante consiste à distinguer cette région par deux caractéristiques essentielles : la prédominance des langues turques, d'une part, et celle d'un Islam sunnite, d'autre part. Mais une telle vision se confronterait à la diversité des populations immigrées (ressortissants russes, arméniens, ukrainiens, tatars, azéris mais aussi des autres régions de l'ex-URSS), déplacées de force (originaires du Caucase comme les Tchétchènes ou les Meshkets<sup>7</sup>, les Allemands de la Volga ou les Coréens<sup>8</sup>) et à la diversité des confessions religieuses (sunnites, ismaéliens, juifs, orthodoxes, membres d'Eglises réformées)<sup>9</sup>. Au bilan, les tendances localistes ou régionalistes, certes nombreuses, deviennent les clés de compréhension d'une société complexe s'organisant autour de la notion de parenté, de clan et donc d'influences dépassant les clivages traditionnels d'ethnie ou de religion.

---

<sup>5</sup> Le roi Fereydoun divise le monde en trois pour ses fils : Salm hérite du royaume de l'ouest, le pays des Roum ; Tour celui de l'est, le Turkestan, que l'on appelle depuis le Touran ; et Iradj hérite de l'Iran, le milieu du monde.

<sup>6</sup> MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, chapitre III, Livre XVII, Tome I, évoque cette « grande Tartarie » qu'il situe au « midi de la Sibérie » et qui comprend entre autres les « Bucharie, Turkestan et Charisme » et la « Tartarie chinoise ».

Voir carte des Tartaries (1808) : annexe 3.

<sup>7</sup> Voir NEKRIT, A., Les peuples punis : la déportation et le sort des minorités soviétiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

<sup>8</sup> GELB, M., « An early Soviet ethnic deportation: the far-easterns Koreans », *Russian Review*, vol.4, n°3.

<sup>9</sup> Voir carte « Les principaux groupes ethniques en Asie centrale » : annexe 4.

▪ **En Asie centrale, le soufisme duplique et dépasse à la fois la segmentation tribale**

Outre l'école juridique et théologique sunnite du hanafisme, qui se développe dès le IX<sup>e</sup> siècle dans les centres urbains de la région, comme Boukhara, Samarkand ou Ouzgend, avant de rayonner sur tout le monde musulman et de jouer le rôle d'école officielle dans l'empire ottoman, l'apport centrasiatique à l'islam est également essentiel dans le domaine du soufisme.

L'islam enseigné aujourd'hui dans les *madrasas* (écoles supérieures coraniques) de Samarkand et de Boukhara est sunnite de rite hanéfite comme en Afghanistan et dans le sous-continent indien. Les chiites sont peu nombreux, moins de 500.000 personnes, et regroupent les chiites duodéciniens, reconnaissant douze imams, et les ismaéliens du Pamir qui reconnaissent sept imams. Comme au Moyen-Orient, l'islam s'est installé dans une des plus vieilles terres de civilisation urbaine, plaque tournante des échanges en Asie. La première mosquée a été construite en 712, à Boukhara, sur l'emplacement d'un ancien temple zoroastrien. Outre la structure administrative, l'islamisation a concerné tous les domaines de la vie sociale et culturelle de la Transoxiane. A partir de la conquête arabe de Boukhara (709), la frontière de l'islam n'a cessé de se déplacer vers le Nord, pour se stabiliser dans l'espace kazakh, au contact d'un monde sibérien chamaniste, mongol et bouddhiste, ou russe et chrétien. Néanmoins, l'islamisation de la masse des nomades a été un mouvement extrêmement long, qui s'est étalé jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. La conversion à l'Islam de l'ensemble de la région s'est réalisée selon différents modes, par des raids guerriers au temps des premiers califes, puis par l'action diplomatique, jusqu'aux activités des missionnaires soufis conduisant à la conversion tardive de nombreux groupes de nomades.

La culture sunnite de l'Asie centrale ne peut se comprendre en dehors de sa dimension soufie. Cette région est le berceau d'au moins trois grands ordres soufis. Le plus important est la Naqchbandiyya, fondé à Boukhara au XIV<sup>e</sup> siècle ; les deux autres sont l'Yasawiyya et la Kubrawiyya fondés au XII<sup>e</sup> siècle. L'islamisation de l'Asie centrale doit ainsi beaucoup à l'intense activité missionnaire de ces confréries. Quand au XII<sup>e</sup> siècle, pour la première fois dans l'histoire du monde musulman, l'islam fut menacé par des envahisseurs infidèles, kara kitay à l'Est, croisés à l'Ouest, le soufisme s'est érigé en défenseur de la foi et s'est métamorphosé en un mouvement de masse. C'est à cette époque que sont apparues les premières confréries regroupant des adeptes autour d'un maître. Le culte des saints soufis est l'un des éléments essentiels de l'islam populaire. En

effet, la vénération d'un saint soufi n'est pas seulement le fait des adeptes de la confrérie à laquelle il a appartenu, mais un acte de foi et de piété populaire collectif auquel toutes les catégories sociales participent. Grâce à la vénération des saints, le soufisme est devenu l'avant-garde d'un mouvement spirituel de masse, et le *mazar* (tombeau) du saint, le lieu de rencontre entre la confrérie et la masse des croyants. Aussi l'implantation rurale est un trait caractéristique du soufisme et contribue à contenir la renaissance de l'islam dans la sphère privée, la tradition soufie privilégiant aujourd'hui le mysticisme et la prière plutôt que l'organisation de la société.

#### ▪ **Une tradition de fractionnement et d'indépendance**

Après l'effondrement de l'empire timouride, l'espace centrasiatique se disloque en khanats rivaux (principautés, khan étant un titre de noblesse turco-mongole). Ces khanats, connus sous le nom de khanats ouzbeks, sont issus de la tentative d'Abou-Khayr Chaybani d'instaurer un royaume ouzbek au XV<sup>e</sup> siècle, tentative reprise par son petit-fils, Mohamed Chaybani, qui entre en conflit avec les Safavides de Perse. A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, un autre Chaybanide, Abdollah, tente de les réunir sous son autorité, mais le pouvoir chaybanide s'effondre après l'intervention de l'empereur safavide, Shah Abbas. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Asie centrale va connaître un isolement relatif due à la montée en puissance de la Russie au nord et d'un pouvoir shiite en Iran qui l'isole d'une partie du monde musulman.

L'affaiblissement et le fractionnement de l'Asie centrale s'amorcent avec le développement des rivalités politiques entre clans ouzbeks. Le domaine ouzbek est divisé en deux principautés : le khanat de Boukhara et celui de Khorezm plus connu sous le nom de Khiva, sa capitale. A ces deux Etats s'ajoute ensuite le khanat de Kholand dont la vallée de Fergana était le cœur<sup>10</sup>. Entre le XVII<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire des khanats est essentiellement marquée par les changements dynastiques, les rivalités incessantes et les disputes territoriales. Ainsi l'avancée russe en Asie centrale qui s'amorce dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle joue de la rivalité entre Kazakhs pour leur imposer progressivement un protectorat. La conquête et la soumission des trois khanats ouzbeks de Kholand, Boukhara et Khiva prend deux décennies, de 1853 à 1873. L'Asie centrale est dès lors administrée par les Russes dans

---

<sup>10</sup> Voir carte des khanats de Kholand, Boukhara et Khiva au XIX<sup>e</sup> siècle : annexe 5.

la tradition coloniale du protectorat en laissant une large autonomie aux khanats. Ainsi, « la Russie était représentée à Bukhara par un agent politique qui prit l'allure d'un ambassadeur (...) et ceci donnait à Bukhara un air de quasi-indépendance qui contribua au prestige extérieur de l'émir »<sup>11</sup>.

Même si on ne peut pas trouver dans les conditions physiques et naturelles de l'Asie centrale toutes les raisons qui ont fait naître une culture clanique, la position enclavée et de carrefour de cette région a entraîné les peuples à se protéger, à résister ou à assimiler l'influence extérieure en se fédérant autour d'une référence identitaire à dimension plus locale et familiale : le clan. Au-delà, le clan s'est défini en tant que noyau social de base en Asie centrale.

## 1.2 FAMILLES, CLANS, ACABIYYAS TRIBALES : REFERENCES SOCIALES PRIMAIRES EN ASIE CENTRALE

### ▪ En Asie centrale, les subdivisions ethniques ne font pas toujours sens

Le groupe d'identité se définit selon la situation. Les termes de *awlad*, *qawm*, *qabila*, *tayfa*, *millat* communs au persan, pachtou et ouzbek ont un sens variable renvoyant à des niveaux divers de solidarité qui ne sont pas hiérarchisés, même si *millat* a surtout le sens de nation et *qabila* de tribu. La parentèle est appelée *awlad* au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Ainsi, en posant la question de l'appartenance identitaire au moyen de ses termes, la réponse peut varier d'un individu à un autre. Dans la région de Kourgan-Teppe au Tadjikistan où deux groupes antagonistes, persanophones et sunnites, sont en conflit (Gharmis et Koulabis), une même personne se désignera comme « Gharmi » en termes de *qawm*, *kabila* et *millat* alors que son cousin répondra « Tadjik » à la question portant sur le *millat*. Les « Türk » (également persanophone et sunnite) de la province de Koulab se disent membres de la *qawm* des « Türk », mais à une question portant sur leur « *millat* », on peut aussi bien avoir comme réponse « Koulabi » (identité localiste) que « Tadjik » (« citoyenneté » ou bien identité ethnique, le terme « *millat* » étant aussi

---

<sup>11</sup> CARRERE d'ENCAUSSE, H., *Réformes et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*. Bukhara 1867-1924, Paris, Presses de la fondation nationales des sciences politiques.

la traduction de la « *natsionalnost* » russe figurant sur les documents d'identité). De façon intéressante, un néologisme courant au Tadjikistan, le terme « *mahalgera'y* » (littéralement « tropisme du lieu ») traduit du mot russe « *mestnichestvo* », « localisme », désigne aujourd'hui couramment l'appartenance communautaire.

A titre d'exemples, les Tadjiks d'Ouzbékistan sont souvent bilingues (ouzbek, tadjik) voire trilingues (russe) et, pour des raisons de commodités pratiques et politiques, se déclarent comme appartenant à la nationalité ouzbek dominante dans la République, l'Ouzbékistan ne comptant pas moins de 121 groupes ethniques sur son territoire.

On dénombre au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, parmi les principales nationalités (*en pourcentage des populations*):

	<b>KAZAKHSTAN</b>	<b>OUZBEKISTAN</b>	<b>TURKMENISTAN</b>
<b>Kazahks</b>	44,3	4,1	2
<b>Ouzbeks</b>		71	9,2
<b>Turkmènes</b>			77
<b>Russes</b>	35,8	6	6,5
<b>Ukrainiens</b>	5,1		
<b>Allemands</b>	2		
<b>Tatars</b>	1,6	2,4	
<b>Tadjiks</b>		4,7	
<b>Coréens</b>		0,9	
<b>Karaklpaks</b>		2	
<b>Ouighours</b>	1,8	0,5	0,3

*Source : Ministère des affaires étrangères*

#### ▪ **Le lien de parenté, source de la notion de clan**

Le clan peut être considéré en tant qu'organisation informelle comprenant des individus liés par une parenté. Définir et mesurer une institution informelle, d'après ses règles non écrites, ses normes, ses conventions sociales enracinées dans le sens commun, est problématique. Les institutions informelles façonnent le comportement social au travers des normes et sanctions sélectives qu'elles imposent. Elles sont dépendantes mais théoriquement distinctes des organisations informelles. Une organisation informelle a un

caractère social (ce n'est pas une création étatique) et lit le groupe par une activité commune. Dans une organisation informelle, les clans sont des acteurs internes de celle-ci en étant liés par une série de règles, de normes et de pratiques propres.

Les liens affectifs de parenté sont donc son essence et constitue l'identité et le lien social de l'organisation. Ces liens sont à la fois verticaux et horizontaux, liant les élites au reste du groupe, et sont autant issus d'un véritable lignage que d'une parenté fictive basée sur une amitié proche ou sur un mariage qui redéfinissent ses bornes généalogiques. Ainsi, la parenté, réelle ou fictive, est centrale pour définir ou distinguer des clans car elle est basée sur de forts liens de fidélité au clan et à ses règles. Les frontières du clan, bien qu'évoluant, sont difficiles à franchir et un individu peut difficilement entrer ou sortir d'un clan comme il le ferait lors d'une adhésion volontaire à une association ou à un groupe d'intérêts. Pour autant, la taille du clan varie. Il est estimé en Asie centrale qu'un clan peut ainsi comprendre entre 2 000 et 20 000 individus. Dans les zones rurales, des conseils informels de patriarches ou d'aînés dirigent le clan. Dans les zones plus urbaines, les élites et les aînés en prennent souvent la gouverne. Un important réseau de plus modestes parents, amis proches, femmes, jeunes et enfants forment le reste du clan, indépendamment des classes sociales.

#### ▪ **L'*açabiyya*, « groupe de solidarité » en Asie centrale**

Le champ d'utilisation du terme « *açabiyya* » va du lignage, augmenté ou non de sa clientèle, au groupe confessionnel, voire à l'ethnie, en passant par le clan, le terroir et le « groupe factionaliste » dans les partis politiques.

Pour Olivier Roy<sup>12</sup>, l'*açabiyya* est défini comme « groupe de solidarité fondé sur des relations personnelles (généalogiques, matrimoniales, clientélistes ou d'allégeance), et dont la finalité est précisément cette solidarité et non la mise en œuvre d'un objectif justifiant la création du groupe ». L'*açabiyya* peut se décomposer en groupe plus petits (des familles étendues à l'intérieur d'un clan notamment), ou se réformer sur un système plus large d'alliances, non nécessairement doublées de relations matrimoniales. Au Tadjikistan, le système de mariage à la campagne reste très traditionnel (mariage

---

<sup>12</sup> ROY, O., « Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale. Etats, territoires et réseaux », *Les Cahiers du CERI*, n°16-1996.

préférentiel avec la cousine, avec quelqu'un du village, du *mahalla*<sup>13</sup> ou de son groupe de solidarité). On épouse ainsi plus facilement quelqu'un d'une ethnie différente mais qui vit dans le même village ou quartier que quelqu'un d'un groupe antagonique de même ethnie. En Afghanistan, les gens assez riches pour être polygames prendront plus facilement une deuxième épouse dans un groupe ethnique différent, mais égal ou inférieur. L'*açabiyya* peut ainsi mêler différents niveaux de loyauté : confrérie soufie où l'allégeance au « maître » se recoupe de liens matrimoniaux, clan tribal, corporation professionnelle adhérant à la même confrérie, voire faction politique combinant une certaine endogamie ou une même origine territoriale.

Conceptuellement, la tribu se rattache à la notion de clan. D'un point de vue historique, les tribus sont un conglomérat de clans se réclamant de la même lignée patriarcale. Cette croyance en la même descendance, fictive ou réelle, est la source de normes, valeurs, symboles de parenté et de loyauté tribale. Dans certains cas, le regroupement de tribus forme des groupes ethniques comme ce put être le cas pour les Turkmènes.

L'évolution contemporaine fait perdre au système tribal sa spécificité et le ramène au jeu plus général des *açabiyyas*. Ainsi, le système des *açabiyyas* est parfois plus développé dans des zones non tribales (persanophones sunnites d'Asie centrale) qu'en zones proprement tribales (pachtounes). La seule spécificité tribale qui demeure est celle d'un discours de légitimité tribale, fondé en général sur l'exaltation d'une généalogie et d'une classification des clans et tribus. Toutefois, beaucoup de notables tribaux sont en peine de faire une généalogie cohérente de leurs origines, privilèges souvent réservés aux *selsele* soufies.

La dilution du système clanique et tribal dans un système plus large d'*açabiyyas* est nette en Asie centrale. Les tribus ouzbèques ont gardé une mémoire des noms mais le phénomène n'est pas politique pertinent. L'exception est celle des ouzbeks lakay du sud du Tadjikistan. Ce groupe, semi-nomade et organisé en clans à l'époque pré-soviétique, a été le fer de lance de la résistance anticomuniste des Basmatchis dans les années 1920. Soixante-dix ans plus tard on le retrouve territorialisé dans le cadre soviétique. Dans le district de Vakhsh par exemple, un sovkhoze d'élevage (*Mash'al*) est entièrement lakay. Mais le groupe n'est plus tribal, même s'il maintient une identité

---

<sup>13</sup> Quartier habité par un clan ou groupe de solidarité.

« lakay » distincte des autres Ouzbeks. Loin d'exprimer une réalité tribale, il fonctionne en symétrie avec les autres groupes de solidarité, qui sont à la base régionaliste ou ethnique. On distingue des kolkhozes lakay, ouzbeks, pamiris, gharmis, koulabis, « arabes » et ghazni malek, voire allemands et coréens. Dans les autres sociétés d'Asie centrales fortement tribalisées, comme le Kirghizstan, le Turkménistan et, dans une moindre mesure le Kazakhstan, on retrouve ce glissement d'un système clanique et tribal avant tout lignager à un groupe territorial. Les groupes se sont « territorialisés » et reconstitués autour d'une entité soviétique (kolkhoze, district), comme les groupes non tribaux. Cependant, ici, le tribalisme a gardé sa spécificité et le lignage fait sens à l'intérieur du groupe territorial : c'est le système des *tire* (lignage) turkmènes, où la répartition des lieux de résidence et de travail par rapport aux canaux d'irrigation se fait sur la base d'un lignage à l'intérieur de sa base territoriale, le kolkhoze.

Clan, tribu, *açabiyya*, la notion de groupe de solidarité locale s'impose comme une structure de base des relations sociales dans la société centrasiatique traditionnelle. Non seulement référence identitaire dépassant les origines ethniques ou religieuses, le clan est aussi une protection et un instrument de promotion sociale pour l'individu. En retour, promue légitimement par le système clanique, l'élite en est redevable au groupe, quelque soit le système politique dans lequel s'inscrit le pouvoir du clan.

### **1.3 LE SYSTEME CLANIQUE RECOMPOSE DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE**

#### **▪ La persistance des clans dans le système russe et soviétique**

L'Etat dans sa forme impériale ou moderne, n'a atteint que tardivement l'Asie centrale. Avant le XX<sup>e</sup> siècle, le clan et la tribu étaient la base de l'organisation sociale en Asie centrale. Même si l'empire russe a cherché à classer les peuples d'Asie centrale en groupes ethniques, il n'a gouverné qu'indirectement les populations en évitant d'altérer l'organisation sociale régionale héritée des émirats et khanats ouzbeks. Comme les Russes, les émirs auparavant entretenaient avec les clans des liens féodaux, la plupart du temps sous la forme de levée de taxes ou de troupes. Ainsi, avant l'Union soviétique, aucune administration ni Etat moderne n'était né en Asie centrale et c'est en 1920 seulement, lors de l'incorporation de l'Asie centrale à l'Union soviétique, qu'un Etat moderne a tenté d'éradiquer le système clanique.

Paradoxalement, la politique de nationalité et la collectivisation des biens ont développé le système clanique. Initialement, la résistance des clans au système communiste a été virulente. D'abord, le parti communiste s'attaquait aux clans, qu'il considérait comme une organisation sociale archaïque, et imposait une politique de nationalité niant les appartenances claniques avec cinq identités ethnico-nationales : Kazakh, Kirghize, Tadjik, Turkmène et Ouzbek. Ensuite, la collectivisation des terres brisait le système tribal et la répartition traditionnelle des clans entre pasteurs et agriculteurs. Mais les deux phénomènes ont créé simultanément des institutions où le réseau clanique a pu persister. La politique des nations a engendré un système de patronage des élites claniques qui a profité du peu de contrôle exercé par Moscou pour contrôler indirectement le pouvoir. Quant aux fermes collectives, au lieu de détruire les clans, elles ont maintenu les liens de parenté intacts et l'importante source de pouvoir économique que représentait le kolkhoze a même permis de développer l'influence des réseaux claniques pendant toute la période soviétique.

A partir des années 1940, le Parti a ignoré le « problème clanique ». Leonid Brejnev pendant près d'un quart de siècle se fit l'avocat d'une politique de statu quo jugeant que tant que les Républiques d'Asie centrale restaient soumises, il fermerait les yeux sur les pratiques informelles. Les clans d'Asie centrale ont ainsi pu se développer en craignant peu la répression communiste, les membres du clan s'attribuant des positions d'apparatchiks dans le système politique et économique soviétique tout en promouvant les intérêts de leurs familles.

- **La recomposition des *açabiyyas***

Le paradoxe du système soviétique en Asie centrale est celui d'un Etat fort où cependant le jeu des *açabiyyas* est la clé de la politique au niveau des républiques soviétiques. Deux éléments sont en jeu : la territorialisation induite par la collectivisation et le factionnalisme dans le parti qui se pratiquent autour de factions régionalistes en Asie centrale.

La collectivisation a eu pour effet de mettre fin à toute forme de nomadisme et de semi-nomadisme et donc à territorialiser les groupes de solidarité. Dans le système soviétique, l'être social s'identifie par rapport à une collectivité qui, dans les zones rurales, est le kolkhoze. Or en Asie centrale, l'exode rural ayant été faible, c'est le système rural qui a forgé l'identité politique assez naturellement autour des *açabiyyas* préexistantes. Au

niveau local, le soviétisme a peu perturbé l'organisation sociale de base, les *awlads*<sup>14</sup>, et il a pu être observé une translation de l'ordre traditionnel dans le système nouveau. Concernant les déplacements massifs, opérés à partir des montagnes vers les plaines pour cultiver le coton, puisqu'ils étaient collectifs, ils ont maintenu les groupes de base dans le transfert. Dès les années 1930, s'est reconstituée dans les kolkhozes l'organisation sociale et clanique. Les sous-divisions de kolkhoze (brigade, *khutur*, ou petit village, *uchatska*, ou section du kolkhoze) correspondaient ainsi exactement aux *awlads* et aux *mahalla* traditionnelles. Le kolkhoze ou le sovkhoe complet a pu correspondre à une *açabiyya* (lakay au Tadjikistan).

Le kolkhoze devient donc une recomposition de l'*açabiyya* par l'Etat. Le kolkhoze donne au groupe une institutionnalisation administrative, économique, sociale, voire politique d'autant qu'il est relativement autonome. Le président du kolkhoze, élu, marque sa place de notable représentant le kolkhoze et non l'Etat. Le kolkhoze fonctionne comme collectivité globale : il assure le travail, l'identité administrative, l'aide sociale, la répartition des richesses et les travaux communautaires (l'irrigation). L'identité kolkhozienne survit même, à la façon de l'identité clanique, au-delà de son territoire assurant la protection lorsque ses membres émigrent en ville par exemple.

Le découpage administratif fait du groupe territorialisé la base nécessaire de toute stratégie de pouvoir dans le cadre de l'appareil d'Etat communiste. Le parti communiste a le monopole du pouvoir et toute carrière passe par lui. L'indigénisation des cadres à partir des années 1940 fait passer le parti d'une structure extérieure imposée au lieu de formation et d'expression des élites locales. L'appareil du parti étant constitué sur une base territoriale, des *rayon* (districts) ou *oblast* (provinces), le découpage administratif devient un enjeu de pouvoir. Les remaniements administratifs, significatifs au Tadjikistan et en Ouzbékistan, correspondent à l'évolution de l'influence des *açabiyyas* au niveau des provinces et à la répartition des pouvoirs. Le système soviétique masque ainsi des luttes d'*açabiyyas* régionalistes.

---

<sup>14</sup> Au sens large, parentèle.

## ▪ La restauration des clans

Après les vingt-cinq ans d'immobilisme de l'ère Brejnev, son successeur, Yuri Andropov, décide d'utiliser le KGB pour reprendre le contrôle des républiques d'Asie centrale en éradiquant la corruption et le recul du parti. Réalisant l'étendu du phénomène clanique, Andropov lance une *chistka* (purge) en 1983, qui sera poursuivie par Gorbatchev entre 1985 et 1988. Des milliers d'individus sont évincés de leurs postes de responsabilité, politiques et économiques. Parmi les cas les plus marquants, les premiers secrétaires du parti en Ouzbékistan et au Kirghizstan, Sharov Rashidov et Turdakun Usabaliev, sont destitués de leurs fonctions mettant de façon drastique un terme à l'ère Brejnev. Ceci entraîne le remplacement de tous les membres de leurs clans occupant des positions de pouvoir. Les nouveaux responsables du parti, Absamat Masaliev au Kirghizstan et Inamzhan Usmonkhodjaev puis Rafiq Nishanov en Ouzbékistan, sont désignés pour leur proximité avec le système soviétique. Ceux-ci poursuivent la politique de purge de Moscou jusqu'au niveau des villages et des fermes collectives destituant quelque 30 000 individus de leurs fonctions.

L'affaiblissement du régime soviétique entre 1989 et 1990 permet la restauration des clans. La purge de Moscou avait entraîné un relatif rééquilibrage de pouvoir entre les clans (à l'exception du Tadjikistan). La désignation de nouveaux leaders s'effectue donc selon leur capacité à prendre en compte de façon équitable, selon des pactes informels, les intérêts des clans pour stabiliser les républiques.

Au Kirghizstan, les aînés et notables des clans s'accordent pour reconnaître l'autorité de Chingitz Aitmatov issu d'un clan du nord. Masliev, discrédité, n'est plus même soutenu par Gorbatchev lorsqu'il perd les élections du Soviet suprême chargé de désigner un président pour la république. A sa place, le conseil informel d'Aitmatov et une coalition des principaux clans poussent Askar Akaev à se présenter aux élections. Aitmatov, proche des milieux de Gorbatchev, convainc le Soviet d'accepter la désignation d'Akaev.

En Ouzbékistan, la purge poursuivie par Usmonkhodjaev a rencontré des difficultés lorsque celui-ci a tenté de placer des notables de son propre clan de Fergana. Limogé par Gorbatchev, son successeur Nishanov est considéré comme un suppôt de Moscou. Les élites claniques, déterminées à reprendre le contrôle du pouvoir, saisissent l'opportunité des affrontements ethniques de 1989 pour soutenir la candidature d'Islam Karimov qui,

comme Akaev en Ouzbékistan, n'est pas connu de Moscou pour ses liens dans les réseaux claniques.

Le scénario est comparable au Kazakhstan et au Turkménistan. En 1986, Gorbatchev limoge le premier secrétaire du parti, Dinmukhammed Kunaev, qui avait installé son réseau au pouvoir depuis une vingtaine d'années pour le remplacer par un Russe. Les purges conduites au Kazakhstan et au Turkménistan conduisent les clans à pactiser comme dans les autres républiques d'Asie centrale et à soutenir la candidature d'apparatchiks non connus de Moscou pour leurs affinités claniques. C'est dans ces conditions que Saparmurat Nyazov accède au pouvoir au Turkménistan et Nursultan Nazarbayev au Kazakhstan, tout autant acceptés par Gorbatchev que par des clans rivaux qui voient en eux un « compromis ».

La situation au Tadjikistan est différente car Moscou n'y a pas effectué de purge, non pas qu'elle considérait que la corruption et les patronages n'y étaient pas un problème mais parce qu'elle ne faisait vraiment confiance à aucune des factions tadjikes. De 1946 à 1991 les représentants d'un important clan tadjik, principalement issu de la région de Khodjent, les « Khodjentis », ont contrôlé la plupart des leviers du pouvoir dans la république, laissant quelques postes à leur clan frère de Kulyab. A partir des années 1940, le KGB s'est ainsi presque exclusivement appuyé sur le clan Khodjentis pour garder un contrôle sur la république qui était considérée par trop islamique et liée à l'Afghanistan. Les Khodjentis ainsi assurés du soutien de Moscou n'ont ainsi pas eu besoin de lier des pactes avec les autres clans et un pouvoir précaire de leur clan a été maintenu à l'indépendance.

Au bilan, les clans ont bien vécu dans l'ère soviétique en organisant une résistance informelle qui a su tourner le système soviétique à leur profit en s'appuyant sur les réseaux existants. Recomposés, ils se sont même adaptés au système autant qu'ils l'ont dominé. Au moment des indépendances non attendues, l'autorité légitime est remise par le clan. Clanique, l'autorité implique des relations de solidarité avec le groupe dans un système de parentèle, patriarcal et donc autoritaire.

Le clan a perduré malgré les influences extérieures et les tentatives d'implantation d'un Etat centralisateur. Plus que d'y avoir résisté, le clan s'est adapté aux influences et a

fractionné les sociétés centrasiatiques en identités locales ou régionales dépassant les notions classiques d'ethnies ou de religion. Après les indépendances, le clan est encore une clé de compréhension des mécanismes de solidarité et de pouvoir en Asie centrale. Bien plus, s'adaptant aujourd'hui à l'affaiblissement de l'Etat-nation dans un mode globalisé, le clan devient le maillon clé de solidarités transnationales informelles, et souvent illicites.

---

## - DEUXIEME PARTIE -

### **2 TOTALITARISME D'ETAT, DEFICIT DE GOUVERNEMENT ET CONNEXION DES CLANS AUX RESEAUX TRANSNATIONAUX**

Après l'effondrement de l'Union soviétique, les espoirs d'une transition rapide des pays d'Asie centrale vers le modèle européen de libéralisme politique et économique ne manquaient pas. Quinze ans après, il n'en est rien et les agences de développement prennent de plus en plus en compte les institutions informelles comme acteurs majeurs en Asie centrale. Le factionnalisme politique, forme de clanisme moderne fondé sur les groupes de solidarité dotés à l'origine d'une base régionale, se révèle être un frein à la modernisation et à l'institutionnalisation de l'Etat, sur le modèle occidental, ainsi qu'un facteur d'instabilité économique.

#### **2.1 LA DERIVE AUTORITAIRE ET LE SYSTEME CLANIQUE**

Le factionnalisme à base régionaliste s'est institutionnalisé pendant la période soviétique. La politique, sous le régime soviétique ne repose pas sur l'idéologie ou sur un programme politique mais avant tout sur un accord de répartition du pouvoir et des ressources économiques entre les factions. Profitant de la politique soviétique d'utilisation des élites et réseaux locaux, les factions régionalistes ont investi les institutions étatiques sur la base de leurs liens horizontaux (relations de confiance mutuelle entre les membres) et verticaux (liant les élites au reste des clans aux différents niveaux de la société et de l'Etat). Le « localisme » s'exprime dès lors dans les termes suivants : l'individu ayant réussi à faire carrière en s'appuyant sur les gens de sa région d'origine s'efforce de leur rester fidèle en recourant au besoin au clientélisme, au favoritisme et au népotisme.

La politique conduite réside dès lors dans la négociation entre les factions sur le contrôle des ressources économiques, l'équilibre étant garanti et maintenu par les plus hauts niveaux de la hiérarchie de l'Etat. Les loyautés, le clientélisme, assuré par l'Etat entre les factions sont garants de la perpétuation au pouvoir de l'élite dirigeante. Dans un

contexte de pénurie économique et de faiblesse de l'Etat central, les factions ont ainsi réussi à s'emparer du système de répartition des ressources, des emplois et de l'aide sociale. S'il ne revêt pas les mêmes caractéristiques dans toutes les républiques d'Asie centrale, le factionnalisme à base régionaliste se maintient après leur indépendance en 1991 et régit toujours leur jeu politique. Cette continuité se comprend aisément du fait du maintien au pouvoir, après une indépendance imprévue et non désirée, des élites soviétisées. L'effet d'inertie est d'autant plus fort que les dirigeants, désorientés et confrontés aux défis de construire un Etat souverain et indépendant, choisissent la facilité de reproduire le modèle d'organisation sociale et étatique existant.

Le pacte conclu entre les clans avant les indépendances, véritable stratégie d'alliance pour le pouvoir sert ainsi d'assise aux présidents et gouvernements issus des indépendances.

#### ▪ **La continuité du système autoritaire**

Malgré quelques changements, l'appareil étatique, les structures administratives et bureaucratiques ainsi que les modalités d'exercice du pouvoir et les mentalités sont encore aujourd'hui, quinze ans après l'indépendance, imprégnées de la période soviétique. Après avoir doté le pays des apparences formelles de la démocratie représentatives, les dirigeants des nouveaux Etats indépendants se sont tous attelés au renforcement de leur propre fonction et au prolongement du mandat présidentiel. Partout, on a assisté à une présidentialisation des systèmes politiques. Le culte de la personnalité du président est partout pratiqué à des degrés divers, l'exemple le plus caricatural ayant été le cas du président turkmène Saparmurat Niyazov. Parallèlement, le rôle des institutions représentatives a été revu à la baisse. Les instances intermédiaires ont perdu une part de leurs compétences initiales. Aujourd'hui, les régimes politiques centre-asiatiques sont tous des régimes présidentiels forts et ne connaissent qu'une apparente séparation des pouvoirs. Les parlements ressemblent plus à des « soviets suprêmes » qu'à de réelles assemblées législatives. Ce sont des chambres d'enregistrement plus que de véritables espaces de discussion. Outre la subordination du pouvoir législatif à l'exécutif, les pouvoirs judiciaires ne jouissent pas non plus d'une réelle autonomie. Partout en Asie centrale, des services spéciaux, comparables à l'ancien KGB, continuent également de fonctionner et quadrillent la société. Les *mahalla*, mis au

service du pouvoir étatique, sont désormais utilisées à des fins politiques pour mieux encadrer et surveiller la population.

Du point de vue de l'organisation du territoire, la centralisation qui caractérisait le système soviétique a perduré et s'est même souvent renforcé. L'autonomie de certaines régions a diminué, les gouverneurs de provinces étant désignés par les présidents, la situation variant d'un Etat à l'autre suivant le degré de puissance de l'Etat central. Certaines régions peuvent ainsi échapper presque totalement à l'emprise de l'Etat lorsqu'il est faible comme ce put être le cas du sud de la République kirghize ou de certaines régions du Tadjikistan. Lorsqu'il est puissant, au Kazakhstan ou en Ouzbékistan, des espaces d'autonomie ont néanmoins pu être créés par les élites régionales.

Le maintien en place d'une partie importante des élites dirigeantes de l'ancien système soviétique est enfin un facteur important qui explique la continuité d'un système autoritaire. Les républiques d'Asie centrale ont accédé à l'indépendance sans l'avoir vraiment sollicitée et, pour ainsi dire, par défaut. Du jour au lendemain, les élites issues de la nomenklatura et apparatchiks du parti communiste local, sont devenus les dirigeants et responsables politiques d'Etats souverains. Non préparées à l'indépendance et coutumières de ces principes, la population, jusqu'à la « révolution des tulipes » au Kirghizstan en mars 2005, n'a pas contesté le comportement autocratique des dirigeants. L'attitude paternaliste de ces derniers et le maintien des pratiques clientélistes n'ont que très peu ému les populations plus préoccupées par leur survie et les difficultés de la vie quotidienne que par la volonté de s'impliquer dans la vie politique.

▪ **Une conscience politique collective préférant le « bon gouvernement » à la démocratie**

Les régimes d'Asie centrale cultivent et se reposent également sur un imaginaire politique populaire marqué par la reconnaissance d'un pouvoir fort comme seul garant de la stabilité et de la sécurité. Les observateurs étrangers s'étonnent des faibles contestations des régimes autoritaires centrasiatiques, de l'apparente soumission des populations. Mais les régimes forts d'Asie centrale n'usent pas seulement de l'autorité et de la force. Façonné à l'époque soviétique, l'imaginaire populaire, aux racines anciennes, limite la portée des valeurs démocratiques occidentales. Le soviétisme a ainsi

conforté et consolidé l'opinion que ce soit le plus fort qui gouverne car il protège la société de l'instabilité.

Dans la pensée islamique, l'argument de nécessité prime. Dans la pensée musulmane, des philosophes, comme Al Farabi (872-950), considèrent que l'homme tire sa raison d'être de Dieu seul et non de soi, et donc que le pouvoir humain ne peut être que fragile et illégitime. Sa légitimation par conséquent provient d'un argument de nécessité et d'un effort de rapprochement de la loi de Dieu. Ainsi, dans l'esprit musulman, l'idée de souveraineté du peuple, ou du prince, et celle de représentation perd de leur sens et le pouvoir, même injuste, est préféré au désordre ou à l'anarchie.

Cette conception du règne naturel du plus fort a trouvé écho dans le principe de la « *öldja* » qui aurait été apporté en Asie centrale par les tribus nomades kazakhes puis ouzbeks. Une fois le pouvoir conquis par un groupe, tribu ou clan, il ne serait pas contesté par les groupes rivaux tant que le dominant serait assez fort pour le conserver et assurer l'ordre. Ceci implique d'une part le maintien de sa domination mais aussi l'entretien de loyautés et une certaine redistribution politique, symbolique et économique entre ces groupes. Une filiation, expliquant une certaine constance de ce type d'organisation politique, peut donc s'établir avec les systèmes clientélistes qu'a connus l'Asie centrale jusqu'à aujourd'hui.

Le respect du plus fort est conforté par la tradition centrasiatique de soumission à la hiérarchie perpétuée par l'institution familiale, la force du plus fort pouvant être tirée de son âge, de moyens de coercition ou de sa puissance financière. Mise à l'honneur par les autorités comme pilier de la stabilité sociale, la famille est le premier stade d'intériorisation des règles sociales inhérentes au système politique centrasiatique : obéissance au plus âgé, respect de la hiérarchie et des règles de la communauté.

Un souverain autoritaire peut ainsi jouir en Asie centrale d'une certaine légitimité populaire tant qu'il garantit la sécurité et se montre capable de conserver le pouvoir. Islam Karimov, même s'il ne fait l'objet d'aucune popularité, a pourtant été considéré comme le « *padisha* », père et protecteur de la nation. Certains Tadjiks font référence à l'autorité présidentielle avec emphase en utilisant l'expression de « *Oli Djanop* » signifiant « être suprême ». Le milieu intellectuel et artistique tadjik proche du pouvoir, sans aller au point du cas turkmène, ne manque pas de louanges pour le président en reconnaissant à Emomali Rakhmonov le mérite d'avoir ramené la paix dans le pays.

▪ **Le manque de crédit de la démocratie occidentale comme mode de gouvernement idéal**

Les régimes centrasiatiques, d'autant plus qu'ils sont idéologisés (Turkménistan et Ouzbékistan, Kazakhstan dans une moindre mesure), refusent de recevoir des leçons de démocratie de la part de systèmes politiques à leurs yeux loin d'être parfaits et stables et qui se décrédibilisent par des actions extérieures ne reflétant pas toujours les idéaux qu'ils sont sensés défendre ou promouvoir. Les maux politiques des démocraties occidentales sont attribués à « l'excès de liberté » qu'induirait la démocratie. Sont autant visés le rôle prépondérant de l'argent dans les campagnes électorales occidentales, la baisse de l'implication politique des populations, la hausse de l'abstentionnisme, l'instabilité grandissante des sociétés développées, l'échec de leurs modèles sociaux, la hausse de leur criminalité, ou la perte des repères familiaux.

En outre, la cause de la démocratie et des Droits de l'homme est souvent sacrifiée sur l'autel du réalisme politique et des intérêts nationaux des puissances occidentales. La crédibilité des Etats-Unis en tant que chef de file des promoteurs et avocats des Droits de l'homme souffre des scandales de Guantanamo, d'Abu Ghraïb et de Bahgram auxquels s'ajoutent son affranchissement des règles onusiennes, son unilatéralisme et son aventurisme militaire. L'Union européenne et ses membres ne sont pas épargnés par la critique comme l'illustre le scandale « Almatov ». En protestation à la répression sanglante du 13 mai 2005 à Andijan et au refus des autorités de permettre une enquête internationale, l'Union européenne avait fait le choix de sanctions contre le régime ouzbèke. Alors qu'elle avait décrété en novembre 2005 un embargo sur les armes et une interdiction d'entrée sur le territoire visant douze officiels ouzbeks de haut rang, l'Allemagne permettait dans la foulée au numéro 1 de cette liste noire, Zakir Almatov, ministre de l'Intérieur au moment de la répression, de venir se faire soigner chez elle. Cette dérogation fut dès lors été interprétée comme un calcul stratégique de l'Union européenne et de l'OTAN souhaitant conserver un contingent militaire allemand dans la ville méridionale de Termez et l'autorisation de survol du territoire ouzbek dans le cadre des opérations en Afghanistan.

Le clan s'impose donc encore aujourd'hui comme le noyau clé des sociétés centrasiatiques, le système autoritaire tirant sa légitimité d'un pacte informel conclu avec les clans. Pourtant, le système même qui soutient aujourd'hui les structures

étatiques centrasiatiques peut les mettre en péril à terme, l'élite n'ayant plus les moyens de la solidarité envers le clan.

## **2.2 UN PARADOXE : LE DEFICIT DE GOUVERNEMENT SOUS DES REGLES AUTORITAIRES**

### **▪ Régimes autoritaires personnalisés et « démocraties contrôlées »**

Le resserrement autoritaire général s'accompagne de deux phénomènes corollaires que sont le développement du culte de la personnalité et la patrimonialisation du pouvoir. En effet, l'omniprésence de la figure présidentielle n'est pas uniquement symbolique mais s'avère aussi une réalité économique. Que les Etats aient choisi de privatiser très largement leur économie ou de préserver en partie les mécanismes d'une économie étatisée, les présidents, leurs familles et clientèles ont réussi à faire main basse sur les richesses du pays. Les proches des présidents gèrent les entreprises financièrement rentables, encaissent les pots de vin des investisseurs et dominent la redistribution de la manne venue des hydrocarbures, en particulier au Kazakhstan. Ainsi, ce pays a été secoué en 2001 par le scandale, dit « Kasakhgate », qui a révélé l'immense fortune de Nazarbaev et de sa famille, accumulée en seulement quelques années. Au Turkménistan, Niazov gérait lui-même directement les richesses du sous-sol national, tandis que le président ouzbek distribue à son clan les revenus du coton. De nombreuses sources font également part de l'implication des différentes factions au pouvoir dans le trafic de drogue, en provenance principalement de l'Afghanistan.

Derrière la façade des institutions formelles, les systèmes politiques centrasiatiques fonctionnent selon les règles implicites d'un clanisme moderne. Le pouvoir est aux mains d'une ou plusieurs factions et incarné par un homme et sa famille cherchant à rester durablement au pouvoir. S'ajoute au Kazakhstan et en Ouzbékistan la volonté de fonder des dynasties. Le pouvoir n'est pas pour autant personnel dans le sens où les présidents ne peuvent diriger seuls. Ils peuvent certes s'assurer de la personnalisation plus ou moins poussée du pouvoir, jusqu'à l'organisation d'un culte de la personnalité au Turkménistan. Mais ils doivent constamment entretenir le système clientéliste d'allégeances, éventuellement défini par un pacte informel avec différents les réseaux de solidarité, factions politiques et familiales, qui constituent leur base sociale, et s'assurer d'une rotation des cadres des différentes plus ou moins rapide. L'incapacité à honorer

cet accord entraînerait la contestation du pouvoir. Outre le fait que les services de sécurité n'étaient pas complètement contrôlés par la faction dirigeante, ce facteur permet d'expliquer en partie la guerre civile de 1992-1997 au Tadjikistan et le renversement du régime d'Askar Akaev en mars 2005. Dans ces ordres politiques fermés, l'opposition aux dirigeants vient donc des factions et non du parlement ou de la société civile sur laquelle l'Etat s'efforce d'étendre au maximum son contrôle.

Entre leur culture politique et les pressions internationales, les dirigeants centrasiatiques optent pour une « démocratie contrôlée ». En plus des arguments souvent évoqués de stabilité et du temps nécessaire à l'institution de démocraties, l'argument est aussi culturaliste. C'est ce qui ressort du discours du président ouzbek Islam Karimov lors d'une conférence de presse en mars 2006 :

*« We want to live as all Europe lives. We want to live like all democratic countries. [but] Your model of democracy is absolutely inappropriate for us. Your model and your values are absolutely unacceptable because we live in Uzbekistan, where 85% of the population is Muslim. There are people who profess Islam. And our values are naturally different from the values that we call Western values ».*

L'individualisme et la liberté, fondement de la démocratie occidentale, sont ainsi jugés corrupteurs et destructeurs des valeurs et des mœurs traditionnels (famille, autorité patriarcale des aînés et soumission à la hiérarchie, rôle de la religion) que les dirigeants sont soucieux de préserver et que les discours identitaires officiels célèbrent. La démocratie occidentale est présentée par la presse ouzbèke, strictement contrôlée par le régime, comme décadente et facteur de désordre politique.

#### ▪ **L'équilibre précaire d'une vie politique formelle et parallèle**

Les voies politiques suivies par les pays de la région ont évolué vers la neutralisation d'opposition démocratique. Le Kirghizstan et le Kazakhstan ont connu une vie politique laissant subsister de réels partis d'opposition et une presse écrite mais ont été confrontés à un tournant autoritaire dans la seconde moitié de la décennie 1990 en limitant au maximum le rôle de l'opposition et la liberté d'expression. Le président turkmène Saparmurad Niazov s'est quant à lui refusé à toute libéralisation et a enfermé son pays dans une dictature et un culte de la personnalité de plus en plus caricatural dont les conséquences sociales (désalphabétisation, chute drastique de l'espérance de vie, sécurité alimentaire non assurée) commencent à avoir de lourdes conséquences sur un

développement du pays. L'Ouzbékistan s'est lui aussi très rapidement durci sur le plan politique, toute opposition laïque ayant été neutralisée dès 1993. Enfin, le Tadjikistan, après avoir profité d'une ouverture démocratique après la guerre civile avec la reconnaissance du Parti de la renaissance islamique et sa participation au gouvernement, voit progressivement évoluer le régime d'Emomali Rakhmodov vers un système autoritaire de répression de toute opposition et liberté de la presse à partir de la décennie 2000.

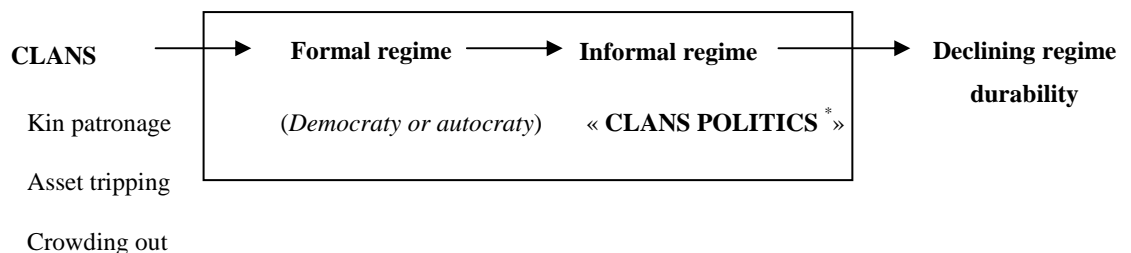
Dans les pays centrasiatiques, le multipartisme est ainsi plus apparent que réel. Au Turkménistan, seul le parti du président Niazov est officiellement enregistré. En Ouzbékistan, cinq partis pro-gouvernementaux sont enregistrés mais les clivages qui les séparent sont purement formels et l'opposition réelle est muselée. Si la situation semble meilleure en apparence de ce point de vue dans les autres Républiques, la perspective d'une véritable alternance politique par les urnes restent éloignée. En République kirghize, il existe plusieurs dizaines de partis politiques. Au Tadjikistan six partis sont enregistrés dont un parti islamique modéré, le parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRI). Au Kazakhstan, douze partis sont enregistrés dont huit appartiennent au camp présidentiel.

Malgré quelques améliorations, la tenue d'élections justes et honnêtes en Asie centrale relève encore de la gageure. En novembre 2004, lors des élections en Ouzbékistan, les observateurs de l'OSCE une plus grande transparence du système électoral, comme a pu en attester le recul du parti *Ak Zhol* du président Nazarbaev. Parallèlement, de nombreux autres observateurs internationaux n'ont pas été autorisés à surveiller le bon déroulement des élections ouzbèques. La situation au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan a accru les espoirs internationaux quant à la tenue d'élections libres dans ces pays. Même si le vote a été falsifié à l'évidence, comme ce put être le cas au Tadjikistan aux élections parlementaires en février 2005, les crises en résultant sont la plupart du temps maîtrisées par des négociations entre les factions. Au final, le président tadjik a ainsi rejeté l'exigence de l'opposition d'annuler le vote, mais a accepté en retour l'issue même inattendue du vote de voir le parti de la renaissance islamique se placer comme deuxième représentation parlementaire. Aussi les élections parlementaires au Kirghizstan ont elles été regardées avec grand espoir mais leur corruption manifeste a abouti à la « révolution des Tulipes » du 24 mars 2005 et montré la fragilité du processus de démocratisation en Asie centrale. Même si elles se trouvent donc encore

sous le contrôle des clans et des élites traditionnelles, les élections parlementaires en Asie centrale peuvent être considérées comme une avancée dans un long processus d'apprentissage démocratique auprès des populations.

▪ **A terme, les clans ont un effet déstabilisant sur la trajectoire politique des Etats.**

D'abord, les règles claniques exigent une forte loyauté et peuvent entrer en conflit avec l'identité d'un Etat moderne. Les clans se tournent vers l'Etat en tant que source de pouvoir et de richesse. Les membres du clan, en accédant aux institutions étatiques, paternalisent leur famille en répartissant l'emploi selon les liens claniques, et non le mérite. Les élites pillent les ressources de l'Etat pour les redistribuer à leurs réseaux. Construire et alimenter le réseau clanique participent donc à la sécurité des élites. Dans de bonnes conditions économiques et dans le cadre d'un Etat fort, ces pratiques fragilisent les institutions, des finances au premier chef, et crée peu à peu inexorablement le ressentiment des factions les moins favorisées. Dans des circonstances de faiblesses économiques et étatiques, la pression des clans envers leurs élites s'accroît en exigeant une part plus importante du maigre butin et en entraînant de fait une baisse des capacités de l'Etat. Dans les deux cas, le régime perd donc de sa souveraineté et de sa légitimité au profit des institutions informelles qui prennent à leur compte localement autorité sur les missions de sécurité publique et sociale.



**THE LONGER TERM TRAJECTORY: THE VICIOUS CYCLE OF CLAN POLITICS**

\*Given a clan-based society under conditions of weak state and declining resources

Source : COLLINS Kathleen, *The logic of clan politics: evidence from Central Asian trajectories*, World Politics, Jan 2004.

Les clans engagent aussi un procédé dit de « *crowding out* » selon lequel ils contrôlent indirectement le jeu politique par l'intermédiaire de leurs réseaux. Utilisant leurs mécanismes traditionnels, les clans acceptent ou excluent la participation de membres à une association ou à une faction politique. Ils mobilisent un soutien populaire en évitant le coût de la création de partis politiques ou de syndicats et échappent donc à tout contrôle institutionnel. En outre, la politique des clans est exclusive, opaque et insulaire. Alors que l'extension du réseau clanique pourrait suggérer que ce système informel s'appuie sur une gouvernance participative, la politique des clans n'est pas démocratique. Même si des libertés civiles ou politiques existent, le clan crée des règles politiques et économiques qui ne peuvent supporter le pluralisme, la représentation équitable ou la contestation. Dès lors, le clan mine les libertés politiques et civiles formelles. En pervertissant les institutions formelles, les clans contrôlent les régimes et empêchent leur consolidation. Au bilan, la politique des clans se renforce au détriment du jeu politique formel. Un cercle vicieux conduit au renforcement des clans, à l'affaiblissement de l'Etat et au final à la rupture du pacte qui maintenait une élite au pouvoir.

Les factions, acteurs exclusifs du jeu politique, ont ainsi seules les capacités d'organiser la mobilisation populaire et de contrôler les régimes. Compte tenu de l'autoritarisme policier de régimes actuels, à l'exception du Kirghizstan, de la faiblesse institutionnelle de la société civile et de l'inexpérience locale d'élections multipartites, la révocation de dirigeants illégitimes est peu susceptible de se faire par les urnes. La guerre civile du Tadjikistan et la « révolution des tulipes » au Kirghizistan sont deux exemples historiques qui ont pour point commun le fait que la contestation des dirigeants et de la faction politique au pouvoir a été le fait d'autres factions politiques qui ont mobilisé leurs réseaux. Dans ces deux cas, les frustrations politiques de factions écartées du pouvoir et les frustrations populaires sociales se sont conjuguées pour s'opposer au régime en place incapable d'entretenir ou de créer des allégeances inter-factionnelles (interrégionales en l'occurrence), ni de contrôler ses propres structures de force. Le principe de la « *öldja* » ne tenait donc plus. Les factions en lutte ont dès lors organisé la mobilisation populaire selon des solidarités claniques et tribales au moyen de manifestations et au cours des élections. Il est ainsi intéressant de noter que sous la façade d'élections à l'occidentale s'est glissée et perpétuée l'habitude du vote selon des

loyautés personnelles ou de groupe (familiales, locales et économiques) reflétant les divisions sociales internes, et ce tout particulièrement dans les cas tadjik et kirghize.

Deux autres modalités de contestation semblent aussi possibles. D'abord la « révolution de palais », c'est-à-dire le renversement d'un dirigeant par sa faction ou par l'alliance de factions qui l'avait porté au pouvoir, dans le cas où il n'apparaîtrait plus garant de leurs intérêts. Ce type d'opposition peut menacer Islam Karimov. D'autre part, la contestation islamique gagne du terrain partout en Asie centrale.

Élément constituant du pouvoir contemporain en Asie centrale, le système clanique est aussi sa fragilité et sa principale menace. Au delà des sociétés centrasiatiques, dans un monde où s'affaiblit partout le pouvoir des Etats, les clans s'émancipent de leurs frontières au point d'être une menace pour toutes les sociétés modernes.

### **2.3 ACABIYYAS ET RESEAUX TRANSNATIONAUX : LE BRANCHEMENT DES CLANS SUR UN SYSTEME EXTERIEUR**

En s'appropriant l'argent des douanes et des taxes, mais surtout celle des grands trafics, comme la drogue, les groupes manient des enjeux financiers qui dépassent les possibilités des élites traditionnelles, y compris de l'Etat. Toutes les *açabiyyas* n'ont pas une stratégie étatique ni même politique. L'internationalisation des conflits et des circuits économiques a aussi permis à des *açabiyyas* de se recomposer directement à partir de réseaux internationaux et de s'autonomiser par rapport aux systèmes nationaux, contribuant à les affaiblir et à les délégitimer. La guerre permet à de petits chefs locaux de s'octroyer des moyens de financement, soit directs sous la forme de paiements de l'étranger, soit indirects en utilisant la force militaire pour prélever des taxes, des impôts ou s'arroger le monopole d'une source de revenu (drogue, douane).

#### **▪ Redistribution des richesses et économies parallèles : l'entretien des élites**

Les régimes centrasiatiques actuels ne répondent pas à l'exigence de « bon gouvernement ». Un régime, même non démocratique, n'implique pas implicitement qu'il soit illégitime s'il est conçu dans l'acceptation de règles dictées par un pacte générateur de sécurité physique et d'ordre, mais aussi au sens que l'élite dirigeante s'emploie à la redistribution économique et à la justice sociale. Pour s'être focalisés sur

le maintien du statu quo politique et économique, les dirigeants n'ont pas su relever pleinement les défis majeurs posés par l'indépendance. Les économies se sont donc reconstruites sur l'exploitation de ressources naturelles (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan) et sur une monoculture agricole (Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) qui ne fournissent pas suffisamment d'emplois pour les populations croissantes. La volonté de conserver un secteur étatique dominant ou la mainmise sur les secteurs clés (hydrocarbures, matières premières) ne bénéficient pas à ces dernières mais bien en premier lieu à l'enrichissement des nouvelles élites et de leurs réseaux de solidarité. A la faible redistribution économique et à l'explosion des inégalités sociales et régionales s'ajoute la corruption qui gangrène toute la société et ses structures. L'absence de distinction entre richesse publique et privée a été institutionnalisée à l'époque soviétique lorsque les factions politiques se sont connectées à l'Etat. De pratique déviante, la corruption est devenue une politique d'Etat qui empêche le bon fonctionnement de l'économie et de la société toute entière.

Avec l'indépendance, les Etats d'Asie centrale se sont retrouvés confrontés à de graves difficultés économiques. Aucune des Républiques n'était préparée à se détacher de l'espace économique soviétique pour intégrer l'économie de marché. Sur le plan social, depuis 1991, la population doit ainsi faire face à une chute substantielle du niveau de vie et à un accroissement des inégalités. Une grande partie des habitants vit sous le seuil de pauvreté, officiellement 83% au Tadjikistan, 48% au Turkménistan, 43% au Kazakhstan, 50% en République kirghize, 23% en Ouzbékistan. Sur le plan des réformes économiques, deux tendances se sont développées. Le problème de gouvernance s'étend à toute la zone. Selon R.Pomfret<sup>15</sup> au Kazakhstan, les agents du gouvernement profitent ainsi de leur position pour s'enrichir et les privatisations auraient largement bénéficié aux initiés, membre de l'ancienne nomenklatura, sans amélioration véritable de l'efficacité des entreprises. La République kirghize qui est le premier pays avec la Lituanie à entrer dans l'Organisation mondiale du commerce, en décembre 1998, choisit la voie des réformes qui conduit à une reprise économique à partir de 1996. Pourtant celle-ci ne se traduit pas par une amélioration des conditions de vie de la population. Au contraire, la situation sociale ne cesse de se dégrader dans un contexte d'augmentation des prix, d'hyperinflation, de montée du chômage estimé entre

---

<sup>15</sup> POMFRET R., "Living standarts in Central Asia".

18 et 21% et de paiement irrégulier des salaires. La pauvreté n'est cependant pas répartie de manière uniforme sur l'ensemble du territoire kirghize. Le taux de pauvreté est ainsi beaucoup plus important dans le sud du pays qu'à Bichtek, dans les campagnes plutôt que dans les villes et parmi la population d'origine kirghize plutôt que russe. Comme au Kazakhstan, l'enrichissement aurait bénéficié à l'ancienne nomenclatura et à son réseau.

De même, la rente générée par les hydrocarbures n'a pas eu que des effets bénéfiques. Ainsi, la redistribution asymétrique des revenus pétroliers et gaziers exacerbe les clivages entre factions et clans rivaux mais aussi entre régions. Du point de vue politique, les retombées économiques sont également utilisées par les gouvernants pour consolider leur pouvoir et accroître leur capacité de contrôle sur la société par l'intermédiaire du renforcement des moyens de pression et de la corruption.

Une autre ressource internationale significative pour les économies parallèles est l'aide humanitaire. Les grandes agences de l'ONU, mais surtout les ONG dont les budgets ne sont que très partiellement issus de l'aide privée et qui fonctionnent de plus en plus en sous-traitants de l'ONU et des Etats occidentaux, ont des impératifs de mise en place rapide afin de faire du résultat sous la pression de la médiatisation et de leurs sponsors. Elles se mettent ainsi souvent dans les mains de chefs locaux qui garantissent leur sécurité, louent des gardes, prélèvent leur dîme et désignent les bénéficiaires de l'aide, ainsi assujettis aux réseaux de clientèle du chef. Réfugiés, droits de passage voire médecins sont ainsi gérés en tant qu'enjeux-otages. Le parallélisme entre le tribalisme des ONG et le clanisme des petits chefs locaux est ainsi frappant. Chaque ONG doit ainsi avoir sa vitrine et un projet accessible aux médias pour relancer le financement d'un projet pilote. Si une place est déjà occupée par une ONG, la négociation s'effectue avec un chef local situé plus loin incitant ainsi les chefs locaux à jouer de la concurrence entre les ONG pour renforcer leur autonomie. La recomposition des clans et des ONG s'effectue ainsi en miroir.

## ▪ **La connexion des clans sur l'économie de la drogue : les seigneurs locaux**

Depuis leur indépendance, les républiques d'Asie centrale sont confrontées au problème croissant du trafic de drogue au point que certains observateurs n'hésitent pas à parler de véritable « narcotisation » des sociétés centrasiatiques<sup>16</sup>.

A terme, certaines zones géographiques de la région courent le risque de devenir de véritables « zones grises » échappant au pouvoir central et contrôlées par les narcotrafiants. Cette réalité, qui est le produit de nombreux facteurs dont la proximité des grandes zones de production d'opium, le « croissant d'or » (Afghanistan, Pakistan, Iran), découle également de l'influence des réseaux et clans de la région et d'une corruption devenue endémique à toute la zone. L'implication de hauts fonctionnaires tadjiks dans le trafic de drogue a été mis en lumière en mai 2000 à l'occasion de l'interception de la police kazakhe d'une voiture appartenant à l'ambassadeur tadjik, Sadulajan Nigmatov, dans laquelle ont été découverts 62 kilos d'héroïne, 54 000 dollars américains et un chèque bancaire d'une valeur de 1,261 millions de Livres sterling. La corruption qui règnerait dans les services de douane du Tadjikistan a ainsi amené les autorités à lancer une grande campagne de purge au début de l'année 2002. En République kirghize également, la corruption touchant les organes chargés du contrôle douanier se serait étendue. Au Turkménistan, les plus hautes autorités seraient elles-mêmes impliquées dans le trafic de drogue en provenance de l'Afghanistan<sup>17</sup>. L'Ouzbékistan était aussi devenu un pays de transit de la drogue en provenance indirecte de l'Afghanistan via le Tadjikistan, même si cette voie semble décliner. Au-delà de ce premier cercle de voisins centrasiatiques de l'Afghanistan, le Kazakhstan est aussi devenu dans les années 1990 un pays clé pour le transit des drogues en direction de la Russie, du Japon et de l'Europe<sup>18</sup>. L'Observatoire géopolitique des drogues relevait en 1999 le rôle de la ville de Tchimkent, véritable nœud routier et ferroviaire entre l'Asie centrale et la Russie, d'où opéraient les mafias ouzbèques. Selon les

---

<sup>16</sup> OLCOTT, M.Brill, UDALOVA, N., Drug Trafficking on the Great Silk Road: the security environment in the Central Asia.

<sup>17</sup> « Turkmen drug trafficking », RFE/RL *Corruption and crime watch*, vol.2, n°12, 28 mars 2002, et SAFRONOV, R., « Turkmenistan'Niazov implicated in drug smuggling », *Eurasia Insight*, 29 mars 2002.

<sup>18</sup> Voir carte « Sur les routes de la drogue » : annexe 6.

autorités russes, 84% du haschisch, 60% de l'opium et 53% de la marijuana saisie en Russie en 1998-99 provenaient ainsi d'Asie centrale. Dès 1996, l'Observatoire géopolitique des drogues souligne le rôle des groupes criminels et la présence de groupes mafieux russe, géorgien, azéri, tchéchène, chinois, italien voire colombien en Asie centrale.

Ces trafiquants trouvent sur place, en plus d'une main d'œuvre qualifiée et notamment d'excellents chimistes, le relais d'organisations locales pour mener leurs économies parallèles. Certaines formations politiques ne connaîtraient que peu de frontières avec ces réseaux, le cas le plus souvent cité étant le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Dans certains cas, l'opposition politique a ainsi recours au trafic de drogue pour financer ses activités ou vivre dans la clandestinité. Enfin, le narcotraffic est également instrumentalisé par les autorités en place pour discréditer l'opposition politique, ces dernières utilisant volontiers le prétexte de la lutte contre le trafic de drogue pour éliminer les groupes rivaux. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) a été présenté à la fois comme une guérilla islamiste et comme un groupe de narcotrafiants contrôlant le commerce de stupéfiant de la région de Batken, au sud de la République kirghize. Sur le plan de la société, les *mahallas* verraient aussi se développer en leur sein des organisations mafieuses. A partir de la *mahalla* s'élèverait ainsi une véritable pyramide grimant jusqu'au sommet de l'Etat. On trouverait par exemple en Ouzbékistan trois pyramides de ce type connue de toute la population<sup>19</sup>. Outre l'installation de structures mafieuses au cœur des *mahallas*, on peut également constater que le nombre de crimes liés à la drogue est en constante augmentation dans la région. La criminalisation de la société a pour corollaire le développement du trafic et la circulation des armes à feu et explosifs liés à l'extension du crime organisé. L'essor de la corruption au sein de l'Etat et des organes de police, de sécurité ou de justice conjuguée à l'expansion d'une économie parallèle dominée par les lobbies mafieux entraînent le développement de véritables « zones grises » échappant à l'autorité des gouvernements.

---

<sup>19</sup> LABROUSSE, A., ALLIX, S., VIELMINI, F., « Les drogues en Asie centrale : héritage et innovations ».

▪ **La connexion de l'islam parallèle sur les réseaux fondamentalistes transnationaux**

La décennie qui suit les indépendances a réintégré l'Asie centrale dans les grands courants du monde contemporain par une réislamisation conservatrice de la société, un islam officiel bien contrôlé par les gouvernements et un islam radical qui, soit rentre dans le jeu politique, au Tadjikistan, soit devient l'expression d'une contestation sociale face à un régime autoritaire, comme en Ouzbékistan,. Le soufisme, quant à lui, tend à être apolitique.

L'isolement de l'Asie centrale durant les quelque sept décennies de soviétisme a produit une configuration particulière des relations entre islam, politique et vie sociale. La religion musulmane, persécutée, s'est en effet maintenue, comme les autres religions, dans la clandestinité ou le cadre d'un clergé officiel organisé par les Soviétiques. L'islam parallèle, conservateur, s'est lié à la société rurale traditionnelle telle qu'elle s'est organisée dans le système soviétique des kolkhozes. Les mosquées sont fermées mais les mollahs parallèles, dont la fonction se transmet le plus souvent de père en fils, maintiennent la tradition, tout en n'étant officiellement que de simples kolkhoziens. Agissant dans le cadre des groupes de solidarité traditionnels, ils bénéficient du silence voire de la complicité des apparatchiks locaux. Cet islam est considéré par la population comme partie intégrante d'un héritage et d'une identité qui ont survécu au système soviétique. L'islam officiel, quant à lui, mis en place en 1941 et rénové dans les années 1980, est organisé autour d'une Direction spirituelle, basée à Tachkent, dirigée par un mufti ouzbek dont l'autorité s'étend au quatre autres pays d'Asie centrale. De jeunes mollahs sont dans ce cadre envoyés dans les pays arabes pour y acquérir une maîtrise de la langue et du corpus islamique et crédibiliser l'islam soviétique. A la fin des années 1980, un personnel peu nombreux mais jeune et compétent (Mohammad Youssouf, nommé en 1989 mufti à Tachkent, ou Akbar Touradjanzade, qazi à Douchanbe) évince la dynastie des Babakhanov dont trois générations successives ont tenu le muftiyyat de Tachkent. Lors de leurs études, respectivement en Lybie et Jordanie, ces clercs ont rencontré l'influence des Frères musulmans.

La réislamisation des sociétés après l'indépendance est un fait, même si souvent elle met simplement au grand jour des pratiques religieuses qui étaient demeurées secrètes. La construction de mosquées a sans doute été le phénomène le plus spectaculaire et reflète à la fois la renaissance d'un islam politique avec les grandes mosquées « cathédrales »

(*joma*) à l'exemple de la vallée du Ferghana, un islam historique permettant aux Etats de renouer avec les traditions centrasiatiques à l'exemple du tombeau de Bahauddin Naqshband à Boukhara, et enfin un islam expression de la sociabilité locale à l'image des mosquées de quartier (*mahalla*). Il est ainsi difficile de distinguer ce qui relève d'une réislamisation locale (port du voile) et d'une "re-traditionalisation" encouragée par l'Etat se traduisant par un plus grand conservatisme des mœurs et un déclin du statut de la femme. C'est ainsi qu'en Ouzbékistan, par son insistance sur la tradition, le gouvernement du président Karimov a de fait encouragé une réislamisation avec la loi de 1993 sur les *mahallas* qui institutionnalise le pouvoir des *aqsaqal* (anciens) et qui a donc de fait donné davantage de poids à des mollahs parallèles. Tous les gouvernements ont repris, nationalisé et développé les structures soviétiques du clergé officiel. Chaque Etat à l'accession à l'indépendance s'est empressé de promouvoir le Qazi de la République, subordonné au Mufti de Tachkent à l'époque soviétique, au poste de Mufti de la République, autonome par rapport à celui de Tachkent.

Les mollahs parallèles et traditionnels se sont alignés sur les choix politiques de leur clan. Mohammad Youssouf à Tachkent et Akbar Touradjanzade au Tadjikistan ont tenté de rendre le clergé officiel autonome par rapport au nouvel Etat mais se sont heurtés aux réseaux de solidarité traditionnels. S'appuyant sur un islam sinon radical, du moins très salafiste, c'est-à-dire prônant un retour aux sources au delà des traditions, ils se sont efforcés de contrôler le clergé parallèle, de nommer leurs propres imams dans les nouvelles mosquées et de négocier avec l'Etat une sorte de concordat qui passerait par une réislamisation des lois et de la culture. Aussi ils ont essayé de s'assurer le monopole de l'aide étrangère, en particulier saoudienne. Mais la plupart des mollahs parallèles se sont gardés de constituer ou de rejoindre un mouvement qui se définirait seulement par l'islam et se sont montrés plus soucieux de consolider leur position de notables locaux. Les mollahs parallèles, lorsqu'ils ont été contraints à faire un choix politique, ont presque tous suivi leur clan ou groupe de solidarité, indépendamment de leurs convictions religieuses. L'exemple marquant est celui des deux factions localistes des Gharmis et des Koulabis au Tadjikistan. Alors que la région de Koulab était célèbre sous l'époque soviétique pour le conservatisme religieux de ses habitants, presque tous ses mollahs ont rejoint en 1992 le « Front populaire », expression des apparatchiks ex-communistes, contre le Parti de la renaissance islamique. Inversement les apparatchiks communistes de Gharm ont presque tous rejoint l'opposition islamique au point que, dès

les manifestations de 1992, le terme de Koulabis était synonyme de néo-communistes et celui de Gharmis d'islamistes.

Le développement d'un nouveau clergé parallèle tend à faire la synthèse entre la tradition des clergés parallèles « traditionnels » et la mouvance islamiste récente en connexion avec les réseaux islamistes transnationaux. L'expansion d'un message universaliste néo-fondamentaliste naît d'une crise du système tribal confronté à une extension de l'Etat et à une perte de repère face à la montée de mouvements communautaristes. Le discours universaliste s'implante ainsi d'abord dans des groupes de solidarité en crise identitaire et permet une recomposition de la position de ce groupe dans un contexte général de crise des systèmes traditionnels. La lecture religieuse de l'*açabiyya* permet de pérenniser son être dans un monde nouveau, et de financer cette perpétuation par l'argent qu'apportent les missionnaires, tantôt l'Arabie saoudite, tantôt les Frères musulmans. La segmentation est aussi renforcée par des groupes de prêcheurs qui ont la même logique que les ONG : se trouver un correspondant local complaisant. C'est dans cette mouvance que se développe depuis 1996 un parti politiquement difficilement classable : le *Hizb-ul-Tahrir*, ou « parti de la libération », fondé par Taqieddin Nabhani en 1953 en Jordanie, aujourd'hui dirigé depuis Beyrouth par Abdel Qadim Zaloum, depuis la mort de Nabhani en 1977. Un autre centre se trouve à Londres, dirigé par Omar Bakri Mohammed, syrien. Créé comme parti palestinien islamo-nationaliste, le *Hizb-ul-Tahrir* a évolué peu à peu en mouvement supranational travaillant pour le rétablissement du Califat. En Europe, il recrute surtout parmi la seconde génération issue de milieux immigrés en Europe. Verbalement très agressif, refusant tout compromis non seulement avec les pouvoirs en place mais aussi avec les musulmans ne reconnaissant pas son autorité, il n'a cependant pas recours à la violence armée ou au terrorisme mais prône la « reconversion » des musulmans « égarés » grâce à la prédication. Le *Hizb-ul-Tahrir* a fait ainsi une percée inattendue parmi la jeunesse ouzbègue, y compris parmi les Ouzbeks du sud-Kirghizstan. Les rares documents émanant de la branche ouzbègue utilisent la même terminologie que le mouvement basé à Londres et à Beyrouth. Il fait allégeance au Cheykh Zaloum et reprend la constitution du Califat. A l'intersection entre secte et mouvement politique, ce courant correspond nettement avec les formes de religiosité traditionnelle et à une transformation et une connexion des réseaux parallèles d'Asie centrale sur les réseaux fondamentalistes transnationaux.

## ▪ Mondialisation, crise de l'Etat-nation et déterritorialisation des clans

L'émergence de l'islamisme en Asie centrale se fait à la rencontre de tendances de fonds propres à l'Asie centrale ou généralisées au monde contemporain : affaiblissement de l'Etat dans le monde contemporain, renforcement des *açabiyyas* et des communautés, transfert à des réseaux et centres non étatiques de l'information et du pouvoir économique, circulation des hommes contournant les frontières, les nationalités et la juridiction des Etats. Ainsi une *açabiyya* peut se transformer en réseau international, en particulier sur le plan économique et s'autonomiser par rapport à son pays d'origine. A l'Etat ne resteraient que des symboles vides de souveraineté nationale (drapeau, administration dépossédée du véritable pouvoir de décision etc.). Ce décalage entre l'Etat et le pouvoir n'est pas le propre d'une culture arabo-musulmane mais correspond à une crise de l'Etat-nation. De même, le phénomène des loyautés infra-étatiques n'est pas confiné au monde musulman et centrasiatique. Les solidarités infra-étatiques semblent contribuer à saper le modèle d'Etat-nation, soit par le détournement de cet Etat au profit de groupes particuliers (les Koulabis au Tadjikistan), soit par l'apparition d'espaces où l'autorité de l'Etat ne s'exerce pas (zones tribales), soit parce que certains groupes en diaspora peuvent se brancher directement sur des réseaux d'échanges internationaux (économiques, religieux) qui rendent pour eux obsolètes la référence étatique. Enfin, le communautarisme religieux, sous la forme de l'islamisme, au nom de la *oummah* des musulmans parachève d'alimenter la contestation et le dépassement de l'Etat.

L'*açabiyya* peut offrir l'occasion d'émigrer et de s'établir, en profitant de la position de ses membres déjà partis et installés. Elle peut se maintenir telle quelle dans l'émigration pendant une ou deux générations, en particulier dans les groupes endogamiques où les liens matrimoniaux se font selon les origines. Mais elle peut se perpétuer plus longtemps par effet de recomposition par rapport à la société d'accueil ou aux réseaux économiques qui s'instaurent entre celle-ci et le pays d'origine. Ce type d'*açabiyya* se recompose avant tout comme acteur économique et non politique en s'installant dans un créneau qui ne correspond pas nécessairement aux activités spécifiques de l'*açabiyya* dans le pays d'origine : chaîne de restaurants, banques parallèles, tontines, trafics et contrebandes divers, embauche des nouveaux venus qui, par le faible coût de leur travail, assurent une accumulation du capital rapide pour ceux arrivés antérieurement. La recomposition de l'*açabiyya* émigrée dépend donc de la société d'accueil mais aussi

de la mondialisation des échanges dans la mesure où, devenue transnationale, l'*açabiyya* s'articule dès lors autour des échanges internationaux. En même temps, un tel réseau ne nie pas l'Etat mais s'installe plutôt sur un système d'échanges fondé sur un différentiel des statuts et des valeurs d'un pays à l'autre, différentiel dont l'ordonnateur est l'Etat lui-même. Le réseau a ainsi besoin d'être en permanence « forain » et familial, résident et étranger, présent et ailleurs, s'appuyant même sur ce qu'il prétend mépriser.

Un parallèle, et parfois une continuité, est donc possible entre la recomposition récente des *açabiyyas* en Asie centrale et le développement d'un communautarisme contestataire moderne. En Asie centrale, quelques mollahs parallèles, en général jeunes et plus proches du militantisme islamiste, ont ouvert des mosquées « idéologiques » aux alentours des grandes villes et attirent des fidèles non pas parce qu'ils viennent des *mahallas* mais par attrait pour les prêches beaucoup plus incisifs et vigoureux. C'est le cas de la mosquée Djami d'Andijan. Ces mosquées, particulièrement actives dans le Ferghana, ont toutes été fermées à partir de 1995. De même, des réseaux de mollahs parallèles ont développé des activités de prêches itinérants, souvent accompagnés de femmes prédicatrices, les *otin*. Ils interviennent par exemple dans les fêtes de mariages ou de circoncisions (les *tuy*), insistant pour qu'alcool, musique et mixité en soient bannis. Des organisations internationales islamiques (*Rabita*, *Tabligh*) proposent bourses et documentation. Des jeunes, revenus à l'islam, peuvent ainsi partir à l'étranger et, à leur tour, se posent en mollahs de manière tout à fait ouverte. On trouve aussi des synthèses entre mollahs parallèles et acteurs modernes, comme l'association entre un club de sport de combat et une mosquée, qui semble avoir existé à Namangan dans le Ferghana au moment des soulèvements islamiques de 1992. En 1997 est annoncée à Tachkent la fermeture d'un club de kick-boxing, dont l'entraîneur est Fathoullaïev, du fait de l'activisme religieux de ses membres. De même en France, l'islamisation de certains « beurs » de banlieues se fait sur un modèle analogue, l'association d'une mosquée et d'un club de sport. Ce modèle des *futuwwat*, conjonction d'une mosquée et d'un groupe de « mauvais garçons » est souvent organisé dans le cadre d'une activité sportive dans une relation de type soufie, autour d'un personnage charismatique, un *pir* de fonction sinon de nom.

En ce sens, l'*açabiyya* ou clan moderne, recomposé, s'appuie sur des jeunes à la limite de la marginalisation et s'impose comme une forme de socialisation et de solidarité (le

club de sport) en liaison avec une offre idéologique (l'islam) dans un contexte de crise, voire d'éradication de la tradition. Loin d'un retour de la tradition, les groupes islamistes qui se reconstruisent dans ces structures sont donc des produits de la société moderne.

## **- CONCLUSION -**

L'Asie centrale, terre à la fois enclavée et de passage, a résisté à toutes les dominations extérieures. Paradoxalement, les influences ont été à la fois rejetées et assimilées grâce au système clanique. Familial, localiste, factionnaliste, le clan est à la fois un réseau de solidarité structurant pour les sociétés centrasiatiques et le seul endroit du pouvoir réel. Dans les régimes autoritaires actuels, ils restent le noyau évitant, à court terme, l'éclatement des jeunes nations indépendantes d'Asie centrale. Il domine donc la logique d'Etat.

Mais le clan devient à moyen terme la fragilité même des Etats d'Asie centrale et leur principale menace. La pauvreté s'installant, le pacte de solidarité conclu avec le pouvoir peut à tout moment être remis en cause, par le clan ou le pouvoir lui-même. Dans ce cadre, les nouvelles dividendes des hydrocarbures mais aussi des économies parallèles ne font qu'accroître les écarts entre l'élite et sa base régionale et donnent toutes les conditions de l'implosion des jeunes Républiques.

D'après un proverbe baloutche apocryphe, « les contrebandiers ont besoin de frontières ». Dépassant désormais des Etats incapables d'être leur support naturel, les clans deviennent le noyau clé de réseaux transnationaux illicites, principales menaces actuelles du monde moderne. S'appuyant sur leurs terreaux, réseaux de solidarité d'origine, qualifiés désormais de « zones grises », ils étendent leurs influences et leurs effets déstabilisants au-delà de leurs frontières naturelles.

## TABLE DES MATIERES

<b>1 L'ADAPTATION OU LA RESISTANCE DU CLAN AUX INFLUENCES EXTERIEURES</b>	<b>- 3 -</b>
<b>1.1 L'ENCLAVEMENT GEOGRAPHIQUE A LA SOURCE D'UNE CULTURE CLANIQUE</b>	<b>- 3 -</b>
▪ Le clanisme favorisé par une situation d'enclavement et de carrefour	- 3 -
▪ En Asie centrale, le soufisme duplique et dépasse à la fois la segmentation tribale	- 6 -
▪ Une tradition de fractionnement et d'indépendance	- 7 -
<b>1.2 FAMILLES, CLANS, ACABIYYAS TRIBALES : REFERENCES SOCIALES PRIMAIRES EN ASIE CENTRALE</b>	<b>- 8 -</b>
▪ En Asie centrale, les subdivisions ethniques ne font pas toujours sens	- 8 -
▪ Le lien de parenté, source de la notion de clan	- 9 -
▪ L' <i>açabiyya</i> , « groupe de solidarité » en Asie centrale	- 10 -
<b>1.3 LE SYSTEME CLANIQUE RECOMPOSE DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE</b>	<b>- 12 -</b>
▪ La persistance des clans dans le système russe et soviétique	- 12 -
▪ La recomposition des <i>açabiyyas</i>	- 13 -
▪ La restauration des clans	- 15 -

**2 TOTALITARISME D'ETAT, DEFICIT DE GOUVERNEMENT ET  
CONNEXION DES CLANS AUX RESEAUX TRANSNATIONAUX - 18 -**

**2.1 LA DERIVE AUTORITAIRE ET LE SYSTEME CLANIQUE - 18 -**

- La continuité du système autoritaire - 19 -
- Une conscience politique collective préférant le « bon gouvernement » à la démocratie - 20 -
- Le manque de crédit de la démocratie occidentale comme mode de gouvernement idéal - 22 -

**2.2 UN PARADOXE : LE DEFICIT DE GOUVERNEMENT SOUS DES  
REGLES AUTORITAIRES - 23 -**

- Régimes autoritaires personnalisés et « démocraties contrôlées » - 23 -
- L'équilibre précaire d'une vie politique formelle et parallèle - 24 -
- A terme, les clans ont un effet déstabilisant sur la trajectoire politique des Etats. - 26 -

**2.3 ACABIYAS ET RESEAUX TRANSNATIONAUX : LE BRANCHEMENT  
DES CLANS SUR UN SYSTEME EXTERIEUR - 28 -**

- Redistribution des richesses et économies parallèles : l'entretien des élites - 28 -
- La connexion des clans sur l'économie de la drogue : les seigneurs locaux - 31 -
- La connexion de l'islam parallèle sur les réseaux fondamentalistes transnationaux - 33 -
- Mondialisation, crise de l'Etat-nation et déterritorialisation des clans - 36 -

**ANNEXES :**

**Annexe 1 :** carte générale de l'Asie centrale

**Annexe 2 :** carte de l'Asie centrale « Le pays des Turcs » (552-744)

**Annexe 3 :** carte des « Tartaries » (1808)

**Annexe 4 :** carte des principaux groupes ethniques en Asie centrale

**Annexe 5 :** carte des khanats ouzbeks de Khiva, Boukhara et Kholand au XIX<sup>e</sup> siècle

**Annexe 6 :** carte « Sur les routes de la drogue »

## ANNEXES

Annexe 1 : carte générale de l'Asie centrale



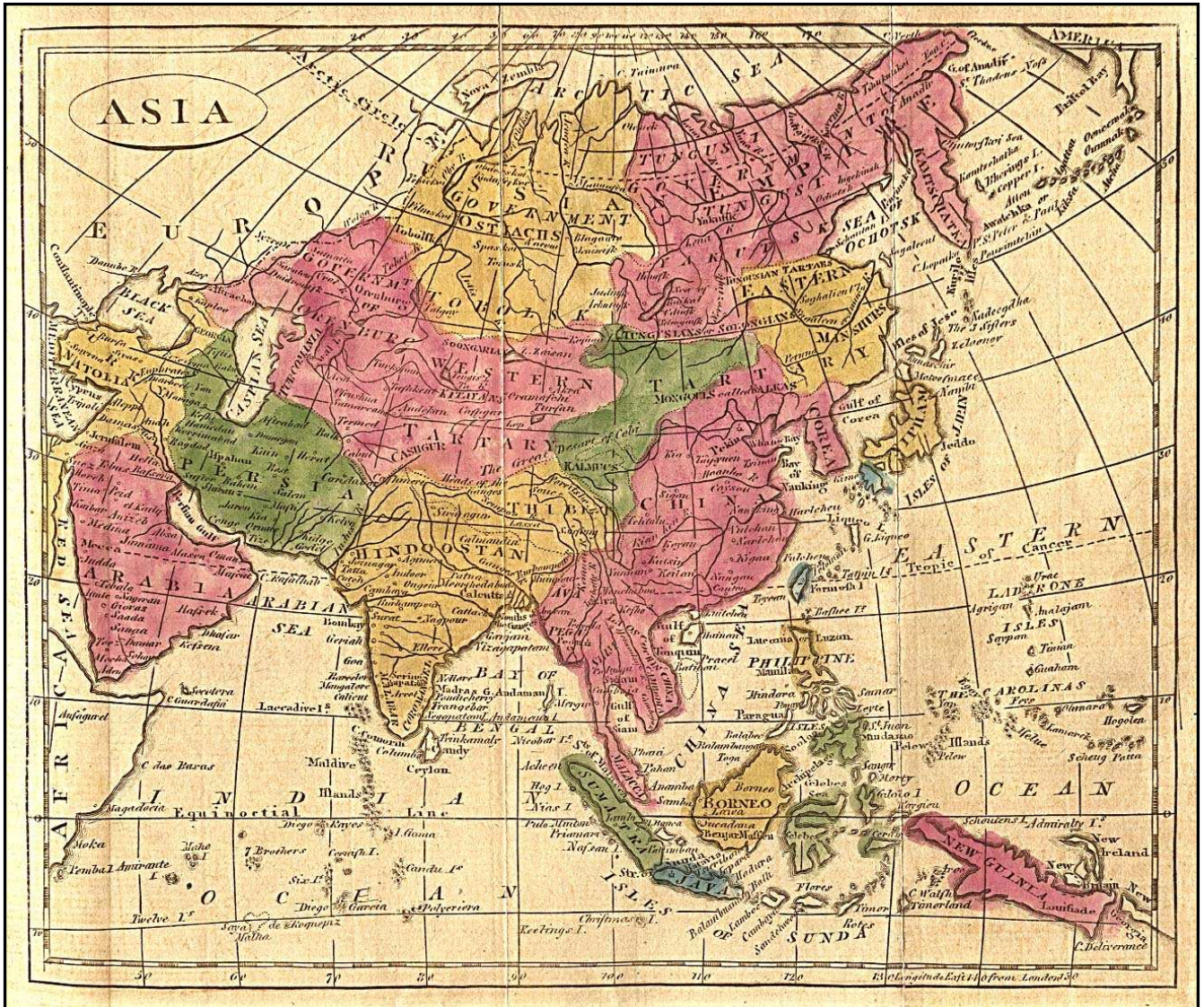
Source : [http://www.centralasiatravel.com/francais/central\\_asia\\_map.html](http://www.centralasiatravel.com/francais/central_asia_map.html)

Annexe 2 : carte de l'Asie centrale « Le pays des Turcs » (552-744)



Source : d'après René Grousset, Le conquérant du monde, vie de Gengis-khan, éditions Albin Michel, 1961 ; mise en ligne sur <http://perso.orange.fr/steppeasia/cartes.htm>.

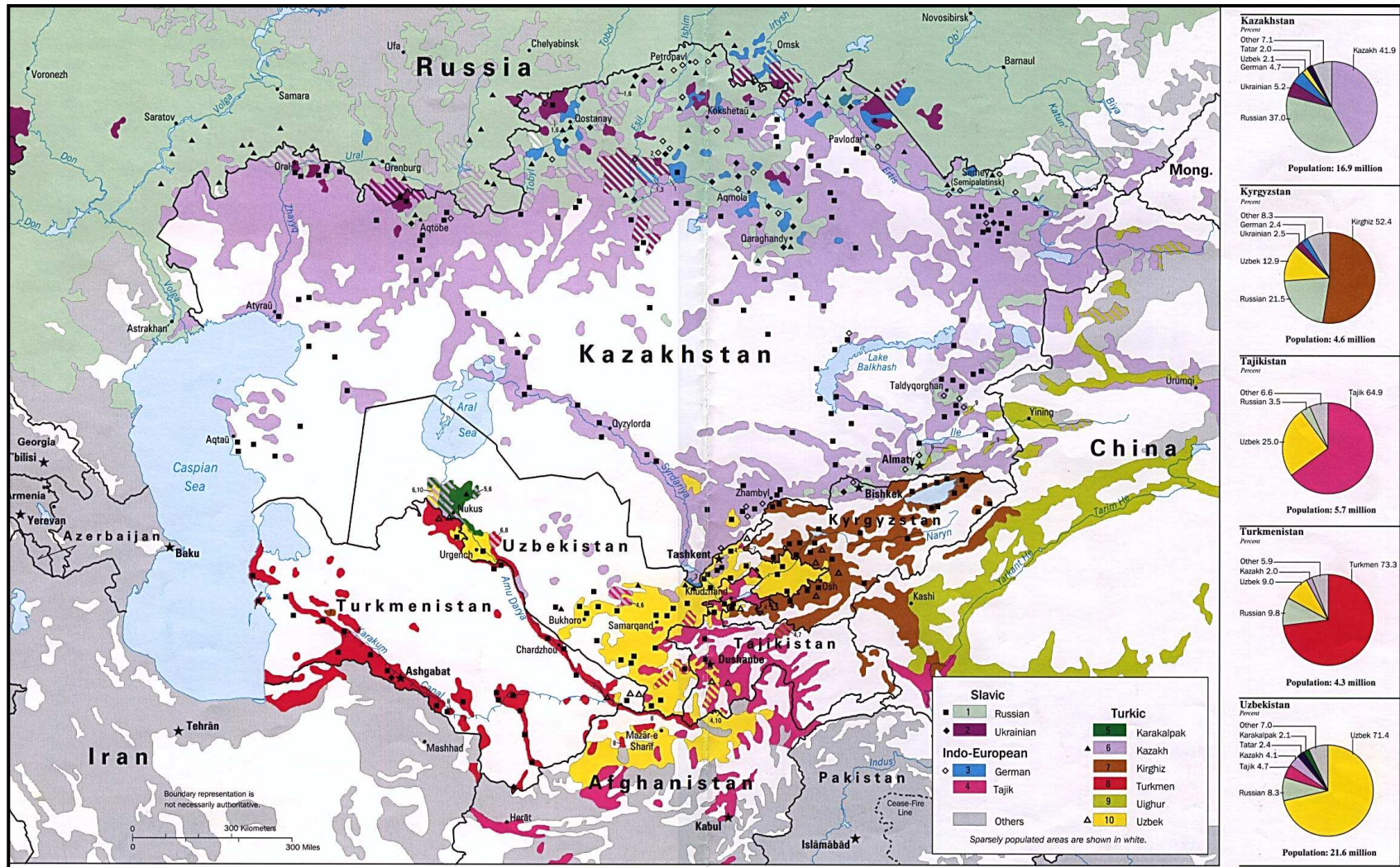
Annexe 3 : carte des « Tartaries » (1808)



Source : Asia, from The General Gazetteer; or Compendious Geographical Dictionary by R. Brookes. Eighth Edition. Dublin, 1808 ; University of Texas at Austin

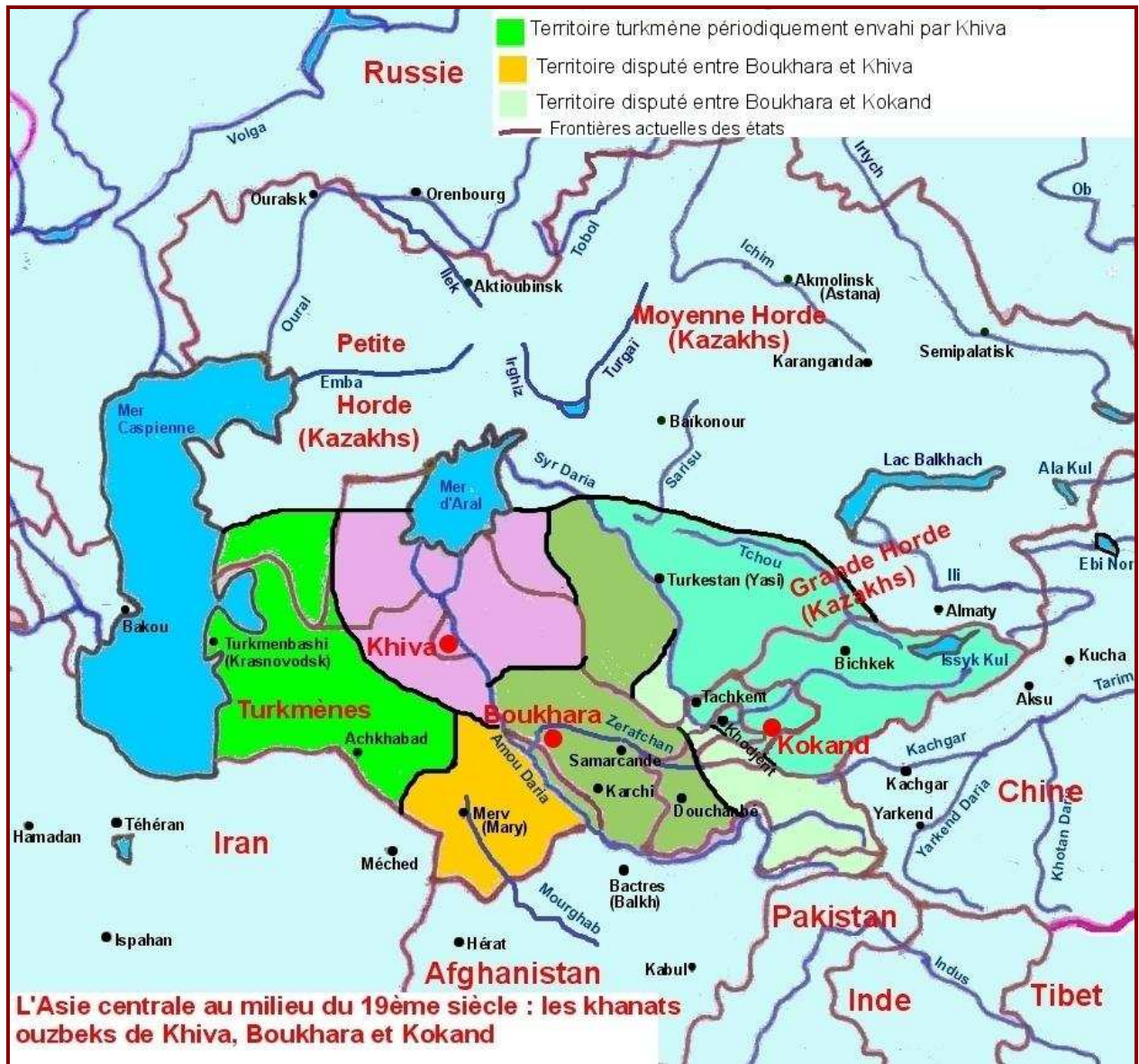
[http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/history\\_asia.html](http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/history_asia.html)

Annexe 4 : carte des principaux groupes ethniques en Asie centrale



Source : University of Texas at Austin, map collection, [http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/history\\_asia.html](http://www.lib.utexas.edu/maps/historical/history_asia.html)

**Annexe 5** : carte des khanats ouzbeks de Khiva, Boukhara et Kholand au XIX<sup>e</sup> siècle



**Source** : d'après René Grousset, Le conquérant du monde, vie de Gengis-khan, éditions Albin Michel, 1961 ; mise en ligne sur <http://perso.orange.fr/steppeasia/cartes.htm>

Annexe 6 : carte « Sur les routes de la drogue »



Source : Observatoire géopolitique des drogues (OGD), Atlas mondial des drogues.

## - BIBLIOGRAPHIE -

### Ouvrages en français :

- DAGUZAN Jean-François et LOROT Pascal, *L'Asie centrale après la « guerre contre la terreur »*, L'Harmattan, Choiseul, 2004
- DJALILI Mohamed-Reza et KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*; Presse universitaire de France, 2003
- ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale et la fabrication des nations*, Le Seuil, Paris, 1997

### Ouvrages en anglais :

- COLLINS Kathleen, *The logic of clan politics: evidence from Central Asian trajectories*, World Politics, Jan 2004

### Articles de revues en français :

- BUISSON Antoine, *La difficile exportation de la démocratie en Asie centrale, inadéquation du projet ou exotisme du concept ?*, note du CEMI, EHESS, juin 2006
- CHETERIAN Vicken, *L'Asie centrale brûle-t-elle ?*, Politique internationale, n°108, été 2005
- KELLNER Thierry, *Evolution des régimes politiques d'Asie centrale : dérive autoritaire, violences politiques et perspectives incertaines*, Lettre du diplomweb, diplomweb.com, géopolitique de l'Asie, mise en ligne oct. 2006
- LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *Asie centrale, la dérive autoritaire*, Notes de la Fondation pour la Recherche stratégique, avril 2006
- LAURENTY Blandine, *Asie centrale, difficile sortie du giron soviétique*, Xpassion (revue des écoles Polytechnique), numéro 37, nov. 2006

- PEYROUSE Sébastien, *Quinze ans après l'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale*, Revue internationale et stratégique, Janv. 2007-02-18
- ROY Olivier, *Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale : Etats, territoires et réseaux*, Les cahiers du CERI, n°16, 1996

**Articles de revues en anglais :**

- COLLINS Kathleen, *Clan politics and regime transition in Central Asia*, Cambridge university press, 2004
- STARR S.Frederick, *Clans, authoritarian rulers and parliaments in Central Asia*, Silk Road Paper, June 2006